

# **SYSTEME DES NATIONS UNIES AU TOGO**

## **PLAN CADRE D'ASSISTANCE DES NATIONS UNIES AU TOGO (2002-2006).**

**Janvier 2001**

Nous, Agences de développement du Système des Nations Unies (SNU) au Togo,

- réaffirmons notre engagement à soutenir la réalisation des objectifs et priorités nationales du pays, en conformité avec la Charte des Nations Unies, les principes démocratiques, les conventions internationales ratifiées par le Togo et les engagements qu'il a pris lors des conférences internationales ;
- nous engageons à promouvoir et à contribuer à un Développement humain durable dont la réduction de la pauvreté est l'objectif prioritaire ;
- décidons à travers le présent Plan Cadre d'Assistance des Nations Unies au Développement (UNDAF), de promouvoir une plus grande synergie et cohérence dans nos interventions, en y identifiant les opportunités et les domaines d'actions conjoints, les stratégies de mise en œuvre et de coopération, pour maximiser l'impact de notre assistance au Togo, tout en respectant l'identité et les mandats spécifiques de nos agences.

Pour :

Le PNUD	:	Cécile MOLINIER Représentant Résident et Coordonnateur Résident des Activités Opérationnelles des Nations Unies pour le Développement
L'UNICEF	:	Chrispin WILSON Représentant
Le FNUAP	:	Evgueni TCHEREVIK Représentant
Le HCR	:	Cécile MOLINIER Représentant
Le FENU	:	Cécile MOLINIER Représentant
L'OMS	:	Moustapha SIDATT Représentant
La FAO	:	Mariam Mahamat NOUR Représentant
L'ONUDI	:	Yandja YENTCHABRE Directeur National
L'UNESCO	:	Frédéric JONDOT Représentant
Le BIT	:	Abdoulaye MOHAMED Directeur Régional, Conseil de l'Entente
La BANQUE MONDIALE:		Elke KREUZWIESER Représentant Résident

<b>Table des Matières</b>		<b>Pages</b>
<b>CHAPITRE I.</b>	<b>LE PROCESSUS D'ETABLISSEMENT DU PLAN CADRE D'ASSISTANCE DES NATIONS UNIES AU TOGO .....</b>	<b>5</b>
	1.1 Genèse et objectifs généraux .....	5
	1.2 Déroulement du processus au Togo .....	5
<b>CHAPITRE II.</b>	<b>LES PRINCIPAUX DEFIS ET ENJEUX DE DEVELOPPEMENT DU TOGO .....</b>	<b>7</b>
	2.1 Gouvernance .....	7
	2.2 Développement humain .....	9
	2.2.1 Population .....	9
	2.2.2 Pauvreté .....	9
	2.2.3 Genre .....	9
	2.2.4 Droits des enfants .....	10
	2.3 Accès aux services sociaux essentiels.....	10
	2.4 Développement durable .....	11
	2.4.1 Sécurité alimentaire .....	11
	2.4.2 Environnement .....	11
<b>CHAPITRE III.</b>	<b>PRINCIPALES LECONS TIREES DE L'AIDE DES NATIONS UNIES AU DEVELOPPEMENT .....</b>	<b>12</b>
	3.1 L'assistance antérieure .....	12
	3.2 Les contraintes et les enseignements .....	12
<b>CHAPITRE IV.</b>	<b>PLAN-CADRE D'ASSISTANCE DES NATIONS UNIES AU TOGO POUR LA PERIODE 2002-2006 .....</b>	<b>14</b>
	4.1. But et objectifs .....	14
<b><i>THEME 1 - CREATION D'UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE AU DEVELOPPEMENT.....</i></b>		<b>15</b>
	1.1 Gouvernance .....	15
	1.1.1 Gouvernance institutionnelle .....	15
	1.1.2 Gouvernance participative .....	17
	1.1.3 Gouvernance économique .....	17
	1.2 Droits humains .....	18
	1.2.1 Droits de l'Homme .....	18
	1.2.2 Droits des Enfants .....	19
	1.3 Genre .....	19

1.4 Le SIDA en tant que problème de développement .....	21
<b>THEME II - CROISSANCE ET DEVELOPPEMENT DURABLE ....</b>	<b>23</b>
2.1 Développement rural et sécurité alimentaire .....	23
2.2 Secteur privé et développement industriel .....	25
2.3 Environnement .....	29
2.4 Population et développement .....	31
<b>THEME III - ACCES AUX SERVICES SOCIAUX ESSENTIELS ....</b>	<b>33</b>
3.1 Santé .....	33
3.2 Santé de la reproduction .....	34
3.3 Nutrition .....	34
3.4 Education .....	35
3.5 Eau .....	37
3.6 Assainissement .....	37
3.7 Habitat .....	38
<b>CHAPITRE V - STRATEGIES DE COOPERATION ET MECANISMES DE SUIVI/EVALUATION .....</b>	<b>39</b>
5.1 Renforcement de la concertation Gouvernement/SNUT .....	39
5.2 Renforcement des mécanismes de coordination inter-agences .....	39
5.3 Renforcement de la concertation entre le SNUT et les autres donateurs .....	39
5.4 La recherche de l'intersectorialité et la mise en œuvre de projets communs .....	40
5.5 Le développement de l'activité de plaidoyer .....	40
<b>CHAPITRE VI - TABLEAU DES RESSOURCES FINANCIERES EN APPUI A LA MISE EN ŒUVRE DE L'UNDAF .....</b>	<b>41</b>
<b>ANNEXE 1 : PLAN CADRE DES NATIONS UNIES POUR L'ASSISTANCE AU DEVELOPPEMENT .....</b>	<b>42</b>
<b>ANNEXE 2 : TABLEAUX DES OBJECTIFS, DES STRATEGIES ET DES INDICATEURS .....</b>	<b>43</b>

## **CHAPITRE I - LE PROCESSUS D'ETABLISSEMENT DU PLAN CADRE D'ASSISTANCE DES NATIONS UNIES AU TOGO.**

### **1.1 Genèse et objectifs généraux**

En 1997 le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies a lancé un programme de réforme dans le but de préparer celle-ci aux tâches du XXI<sup>e</sup> siècle. Plusieurs des réformes exposées par le Secrétaire général concernent l'activité de l'Organisation dans le domaine du développement, mission centrale qui garde une importance vitale. Tout en reconnaissant la contribution majeure apportée par l'Organisation des Nations Unies au développement international durant les cinquante dernières années, le Secrétaire général a proposé des mesures destinées à renforcer la capacité de l'Organisation à remplir son mandat dans ce domaine.

Le Groupe des Nations Unies pour le développement (UNDG) a mis au point un des outils principaux de cette réforme. Il s'agit du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement connu sous le sigle UNDAF. Son but est d'introduire une cohérence accrue dans les programmes d'assistance des Nations Unies au niveau des pays, avec des objectifs et un calendrier communs, en étroite collaboration avec les gouvernements.

### **1.2 Déroulement du processus au Togo**

Depuis février 2000 les agences du Système des Nations Unies au Togo ont entrepris le processus CCA/UNDAF (Bilan Commun de Pays et Plan Cadre d'Assistance) ayant comme but essentiel l'harmonisation et la coordination de la programmation de leurs différentes interventions autour des priorités nationales en tenant compte des avantages comparatifs de chaque agence.

Cet exercice a suivi une démarche participative où les agences du SNU ont associé à leurs analyses les cadres du Gouvernement, les autres bailleurs de fonds ainsi que les représentants de la société civile et du secteur privé.

Au départ neuf groupes de travail ont été constitués autour des thèmes en concordance avec les recommandations des différents sommets mondiaux. Ces groupes ont procédé à la collecte des données de base et à leur analyse. Ces travaux ont abouti à des rapports thématiques qui ont été consolidés pour produire le Bilan Commun de Pays (CCA). Celui-ci a été validé en mai 2000 à l'occasion d'un séminaire tenu à Nangbéto et qui a regroupé les représentants du gouvernement, des agences, de la société civile, du secteur privé et des autres bailleurs de fonds.

Sur la base du diagnostic posé par le Bilan Commun de Pays les participants à l'exercice se sont retrouvés de nouveau en atelier à Kpalimé en octobre 2000 pour identifier les objectifs, stratégies et indicateurs qui constituent l'ossature de l'UNDAF du Togo.

Il s'en est dégagé un projet de cadre stratégique d'intervention qui a fait l'objet d'un examen complémentaire par les agences selon un processus itératif entre celles-ci et l'Unité Economique du Pnud, point focal de l'exercice auprès du Coordonateur Résident.

Le document final qui en est issu, a fait l'objet d'une ultime consultation avec le gouvernement au niveau ministériel en janvier 2001, et d'une adoption définitive par l'ensemble des agences du SNU au Togo.

## CHAPITRE II - LES PRINCIPAUX DEFIS ET ENJEUX DE DEVELOPPEMENT DU TOGO

L'évaluation commune de la situation de développement du Togo par les agences du SNU indique que les principaux défis et enjeux du développement du pays se déclinent comme suit :

### 2.1 Gouvernance

**En matière de gouvernance politique et institutionnelle**, le pays connaît depuis 1992 une transition démocratique difficile dont les conséquences ont un impact négatif sur l'ensemble de la vie économique et sociale. Les crises politiques récurrentes au gré des échéances électorales, accompagnées de violence en certains moments, ont jalonné la décennie 90 et conduit à un affaiblissement de la cohésion nationale.

En 1999, un processus de dialogue entre les différents protagonistes de la vie politique togolaise a abouti à un compromis appelé Accord Cadre de Lomé (ACL). Mais la normalisation tarde à entrer dans les faits malgré des avancées significatives obtenues comme l'adoption d'un nouveau Code Electoral et la mise en place d'une Commission Electorale Nationale Indépendante.

Sur le plan de la mise en place des institutions prévues par la Constitution, l'on relèvera que nombre d'entre elles ont été créées par la loi et organisées en conséquence. C'est le cas de l'Assemblée Nationale, de la Cour Constitutionnelle, du Conseil Supérieur de la Magistrature, de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC) et de la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH). Cependant, des contraintes lourdes dont le caractère non pluriel de l'Assemblée Nationale et l'inexistence des institutions de contrôle telles que la Cour des Comptes et la Haute Cour de Justice, ne favorisent pas le jeu normal des institutions et la décrispation de la vie politique.

**En matière de gouvernance participative et des espaces de liberté**, la situation est assez contrastée. 55 partis politiques et associations sont reconnus et animent la vie publique. Une presse plurielle existe et opère librement même si ses capacités sont limitées et même si l'accès aux médias d'Etat, principal vecteur de l'expression d'opinion, reste inégal pour tous les acteurs de la vie socio-politique.

La Société Civile connaît un développement numérique substantiel et un dynamisme interne certain. Cependant elle n'assume pas encore pleinement son rôle d'acteur privilégié du dialogue social et du développement économique en raison de la faiblesse de son organisation au plan national et de la faiblesse de ses capacités opérationnelles.

Quant à la décentralisation appelée à servir de socle et de cadre à une bonne gouvernance de proximité et de participation du citoyen à la gestion de la chose publique et du développement, elle ne connaît pas encore de mise en place effective, ni au niveau des textes d'application de la loi qui en institue le principe, ni au niveau des structures des futures collectivités territoriales décentralisées.

## Sur le plan économique

L'économie togolaise connaît depuis bientôt une décennie une situation de crise et de fragilité particulièrement grave. Aux contraintes lourdes et structurelles de l'économie, est venu s'ajouter l'impact négatif d'une profonde et longue crise socio-politique née des cahots de la transition démocratique.

Ainsi le diagnostic de l'économie révèle que la base productive du pays est très étroite, avec une structure du PIB composée à 42% par une agriculture essentiellement de subsistance, à 36% par un commerce et des services sans lien direct avec la production nationale, le secteur secondaire pour 22% ; et une faible contribution de l'industrie manufacturière au PIB de seulement 8,5%. Cette base productive est insuffisamment articulée (peu d'échanges inter et intra-sectoriels), peu diversifiée et peu compétitive.

Les échanges extérieurs sont très déséquilibrés dans leurs composantes essentielles. En effet les exportations togolaises sont toujours dominées par des produits primaires (phosphates, coton, café, cacao) dans une proportion d'environ 80%. De leur côté, les importations sont marquées par la *prédominance des biens de consommation, dont le taux varie entre 40 et 55%*. Enfin, malgré quelques améliorations épisodiques, la balance commerciale du Togo est restée constamment déficitaire. Le taux de couverture des importations hors réexportations n'a jamais dépassé 79% depuis 1993, année où il est même descendu jusqu'à 48%.

Le secteur privé moderne est embryonnaire et peu performant (à peine 1% du marché de l'emploi)..

Le taux d'investissement global, de plus en plus faible (15,9% en 1995 et 14,1% en 1999), est un véritable handicap aux perspectives de relance de la production. Le taux d'épargne, quant à lui, (respectivement 0,2% et 5,4% pour la même période), demeure insignifiant et démontre une dépendance quasi totale de l'extérieur pour le financement des besoins d'investissement.

Ce besoin pressant de financements extérieurs ne trouve plus de réponse dans la mesure où depuis 1993, les principaux bailleurs de fonds du Togo ont suspendu leur assistance au gouvernement aussi bien en ce qui concerne l'aide budgétaire que l'appui aux projets d'investissements.

S'agissant de la gestion de la chose publique, les mesures d'ajustement budgétaire mises en œuvre dans le cadre de l'exécution du programme de redressement économique et financier (1994-1997) et du Programme d'Ajustement et de Relance de l'Economie (1995-1998) ont permis d'améliorer la situation des finances publiques au cours de la période citée. Toutefois, cette amélioration des finances publiques reste fragile. Les principes de gestion transparente et de contrôle institutionnel du budget ont peine à entrer dans les faits; la dette publique connaît une croissance continue et atteint un niveau de soutenabilité très critique.

Enfin, la crise généralisée a eu pour conséquence d'affaiblir considérablement les capacités de gestion du développement de l'appareil d'Etat, notamment en matière d'anticipation et d'orientation des politiques économiques, en matière de production et d'exploitation de l'information économique et sociale ainsi que de l'exécution des programmes de développement et en matière de gestion efficace, transparente et responsable des finances publiques.



## **2.2 Développement humain**

### **2.2.1 Population**

La population togolaise croît au taux de 2,4% par an, pour un taux de croissance du PIB de 2,6% en moyenne, et négatif sur une bonne période de la décennie 90. Sa structure est caractérisée par une part importante de population à charge (52%), et une forte concentration urbaine en croissance continue (35%). Cette situation qui implique une forte demande en investissements sociaux, appelle à une véritable politique de maîtrise de la population, dont l'organisation d'un recensement général est le préalable.

### **2.2.2 Pauvreté**

En termes monétaires, les données disponibles indiquent une paupérisation tendancielle au cours des dernières années. Ainsi le PIB par tête est passé de 59405F en 1997, à 56398F en 1998 et à 55606F en 1999.

L'incidence de la pauvreté est de 72,1% et celle de l'extrême pauvreté de 57,6%, se situant nettement au dessus des moyennes observées sur le continent.

La chute de la demande nationale solvable a réduit les opportunités d'entreprendre et donc d'auto-emploi générateur de revenus, notamment en milieu urbain.

En 1996, Le gouvernement a adopté et mis en œuvre une stratégie et un Programme National de Lutte contre la Pauvreté, avec l'appui des partenaires au développement, notamment le SNUT. Ce programme est accompagné de nombreuses autres initiatives développées au niveau des communautés à la base sous forme d'activités génératrices de revenus, de micro crédits et de réalisations d'infrastructures socio-économiques.

### **2.2.3. Genre**

Outre leur supériorité numérique (52% de la population), les femmes togolaises occupent une place importante dans l'économie du pays. Ainsi : les femmes participent pour 46 % au PIB. Elles maîtrisent le secteur du commerce intérieur et assument 70 % des activités du secteur informel. Dans les activités artisanales, elles représentent environ 54 % de la population active de ce secteur.

En dépit de leur poids sur le plan démographique et dans l'économie, les femmes togolaises rencontrent d'énormes contraintes et sont les plus frappées par la pauvreté humaine : i) elles sont analphabètes à 72,6 % contre 50,3 % chez les hommes ; ii) leur accès à l'éducation et à la formation technique et professionnelle est faible, de même que leur accès à l'information. Des contraintes culturelles et une législation souvent défavorable limitent leur accès aux facteurs de production. Elles sont victimes de violences physiques et morales. Enfin, les femmes sont sous-représentées dans les instances politiques et de décision.

Un programme national d'action a été élaboré par le gouvernement avec le concours des agences du Système des Nations Unies et de tous les partenaires au développement, dans l'esprit du Sommet de Beijing, pour lever toutes ces contraintes. Les actions y relatives ainsi que les résultats restent encore très modestes.

### 2.2.4 Droits des enfants

Au delà des droits généraux de l'enfant, appréhendés en terme de droit à l'éducation et à la santé, il existe au Togo comme dans nombre de pays en développement, des problèmes spécifiques d'enfants en situation particulièrement difficile : enfants privés du milieu familial, enfants en conflit avec la loi, enfants travailleurs, enfants objets de trafic, enfants victimes de sévices et d'exploitation sexuelle. Les principales causes du phénomène sont d'ordre économique (pauvreté et chômage des parents) ; d'ordre socio-culturel (déstructuration des familles) ; d'ordre institutionnel et juridique (absence ou méconnaissance et non application des textes juridiques).

Le Togo a ratifié la Convention relative aux Droits de l'Enfant et à l'élimination des pires formes de travail des enfants. Depuis 1990, un plaidoyer et un travail de réunification de la législation interne en harmonie avec la Convention relative aux Droits de l'Enfant ont permis l'élaboration d'un projet de Code Togolais de Droits de l'Enfant, dont le processus de finalisation et d'adoption accuse un certain retard. D'une manière générale, l'armature juridique et institutionnelle qui organise la protection de l'enfant existe ; elle demande à être bien disséminée et effectivement appliquée.

### 2.3 Accès aux services sociaux essentiels

En matière de pauvreté et d'accès aux services sociaux essentiels, la crise économique a affecté le niveau et la qualité de vie des populations. La précarité s'est accrue et l'on note un recul des principaux indicateurs sociaux.

**Ainsi, sur le plan de la santé,** Le taux de mortalité infantile est passé de 78‰ en 1988 à 80‰ en 1998 (EDST) ; le taux de mortalité infanto-juvénile (1 à 4 ans) de 125‰ à 146‰ ; le taux de mortalité maternelle est toujours très élevé malgré une baisse relative constatée entre 1988 et 1998 (de 600 à 478 pour 100.000 naissances vivantes).

L'objectif mondial ou régional d'éradiquer ou d'éliminer le tétanos néonatal, la dracunculose, la poliomyélite, la rougeole, le goitre, la lèpre avant l'an 2000 n'a pas pu être réalisé.

La prévalence moyenne de l'infection à VIH au niveau de la population adulte est estimée à 8,5% en l'an 2000. Ce phénomène qui s'amplifie malgré les efforts et la mobilisation pour la lutte qui se mettent en place, commence à rejaillir sur l'espérance de vie à la naissance.

Les problèmes prioritaires de nutrition se posent en termes de maladies par carence en quantité et qualité de nourriture, dont principalement la malnutrition énergétique en raison de la baisse de l'apport calorique qui est passé de 2260 à 2050 entre 1980 et 1993.

Les autorités nationales s'efforcent de faire face à la situation par une réforme du secteur de la santé, lancée en 1990.

**Sur le plan de la sécurité sociale,** des efforts énormes restent à accomplir pour la majeure partie de la population active.

**Sur le plan de l'Education,** l'offre de services éducatifs ne répond ni quantitativement, ni qualitativement à la demande en éducation. Si le taux net de scolarisation est passé de 66 à 77,1% entre 90 et 99, il cache cependant de fortes disparités entre garçons et filles et entre

régions. L'enseignement technique et professionnel se caractérise par sa faiblesse numérique et par son inadéquation à l'emploi.

Les réponses nationales ont été énoncées dans la Déclaration de Politique Sectorielle d'Education et de Formation, mais la mise en œuvre de celle-ci se heurte aux contraintes financières de l'Etat.

## **2.4 Développement durable**

### **2.4.1 Sécurité alimentaire**

La sécurité alimentaire au Togo, se pose beaucoup plus en termes d'accessibilité des aliments qu'en termes de disponibilité des vivres. En effet la disponibilité alimentaire a certes diminué, mais dans l'ensemble, elle couvre les besoins des populations, même s'il existe des disparités au niveau des régions, et des contrastes selon la nature des produits. Par contre, en raison de l'extension de la pauvreté monétaire, l'accessibilité des produits alimentaires de manière stable n'est plus assurée pour une fraction importante de la population. C'est pourquoi le gouvernement a inscrit la question de la sécurité alimentaire dans les priorités nationales et conduit les actions de réponse dans le cadre de sa politique agricole et dans des cadres spécifiques que sont le PNASA et le Programme Spécial de Sécurité Alimentaire.

### **2.4.2 Environnement**

Le Togo est confronté à des problèmes environnementaux engendrés par la dégradation des ressources naturelles et du cadre de vie. Le couvert forestier disparaît à un rythme annuel de 15.000 ha. Le dispositif institutionnel et juridique mis en place dès le milieu des années 80 n'a pas produit tous les effets escomptés. C'est pourquoi celui-ci a été complété depuis 1998 par la formulation du Plan National d'Action pour l'Environnement (PNAE).

## **CHAPITRE III - PRINCIPALES LECONS TIREES DE L'AIDE DES NATIONS UNIES AU DEVELOPPEMENT**

### **3.1 L'assistance antérieure.**

Depuis près de trois décennies, le Système des Nations Unies a apporté une assistance technique et financière substantielle pour aider à la réalisation des objectifs de développement du Togo.

Cette assistance a été dispensée à travers les principales agences du système dont plus d'une demi douzaine d'entre elles disposent de représentations effectives sur le territoire national.

Jusqu'en 1992, cette assistance du système (non compris les institutions de Bretton Woods) s'est élevée à un montant moyen annuel d'environ 12 millions de dollars US, soit près de 7% de l'aide extérieure totale reçue par le pays. Cette assistance a connu une baisse notable au cours des 8 dernières années, tombant à une moyenne annuelle de 8 millions USD à partir de 1992, en raison d'une part de la baisse générale de l'aide publique au développement et d'autre part de l'impact indirect de la suspension de l'aide au Togo par les principaux bailleurs de fonds.

Enfin, l'appui du Système des Nations Unies essentiellement de type coopération technique s'est concentré dans les domaines de la gestion économique et de la lutte contre la pauvreté à travers les secteurs de la santé et de l'éducation.

L'assistance des institutions de Bretton Woods a connu la même évolution, passant d'une moyenne annuelle de près de 53 millions USD avant 93 à une moyenne de 30 millions sous des fluctuations de forte amplitude suivant les aléas du contexte politico-économique national à partir de 93.

### **3.2 Les contraintes et les enseignements**

La coopération du Système des NU au Togo a connu des contraintes qui en ont quelque peu altéré la pleine efficacité, mais des facteurs plus favorables commencent à être rassemblés qui ouvrent des perspectives meilleures du point de vue de l'impact de l'assistance.

une absence de mécanismes formels de concertation et de mobilisation de l'aide entre le gouvernement et les bailleurs de fonds. A cet égard, il faut relever que depuis 1985, le Togo n'a pas connu de réunion de Table Ronde générale. Il en a été quasiment de même pour les consultations sectorielles à l'exception du secteur des infrastructures et des transports en 1997.

- b) La faiblesse de la concertation entre le Ministère du Plan, principal interlocuteur de beaucoup d'agences, et les Ministères techniques.

*La deuxième contrainte a été l'absence depuis plus d'une décennie d'une gestion stratégique du Développement.* Depuis l'abandon des plans quinquennaux, aucun cadre formel et annuel de référence des politiques de développement à long terme, et à moyen terme n'a été élaboré, dans lequel les partenaires au développement inscriraient leurs interventions. L'on relèvera également l'absence de stratégies sectorielles régulièrement actualisées.

Dans ce même ordre d'idée, l'absence d'une note de stratégie de pays (Country Strategy Note) convenue avec le gouvernement a été particulièrement ressentie par les agences du Système des NU.

C'est dire que les agences devraient inscrire le plaidoyer en faveur de l'élaboration de stratégies générales et sectorielles de développement au premier rang de leur assistance au Togo.

*Enfin, la troisième contrainte concerne les aléas du contexte politico-économique.*

L'effondrement des capacités techniques, humaines et organisationnelles de l'appareil d'Etat qui a résulté de la crise socio-politique, a fortement handicapé la bonne exécution des programmes de coopération des agences du Système des NU.

Le principal enseignement qui en ressort est qu'il est impératif que les agences développent des actions directes de proximité au profit des populations et se donnent la flexibilité et les moyens de renforcer le partenariat avec les organisations de la société civile.

## **CHAPITRE IV - PLAN CADRE D'ASSISTANCE DES NATIONS UNIES AU TOGO POUR LA PERIODE 2002-2006.**

### **4.1 But et objectifs**

**But :** Le défi majeur que le SNU au Togo veut lever au cours du premier quinquennat UNDAF est la Pauvreté.

#### **Objectifs**

L'objectif stratégique de cette orientation est de "Réduire la pauvreté de 50% d'ici l'an 2015".

Dans cette optique le SNU au Togo entend consolider ses différentes interventions dans un programme cadre cohérent permettant : (i) la création d'un environnement favorable au développement ; (ii) la croissance et le développement durable ; et (iii) l'accès aux services sociaux essentiels.

## THEME 1 : CREATION D'UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE AU DEVELOPPEMENT

Au cours de la décennie écoulée, le contexte national a été particulièrement défavorable au Développement Humain. Il a créé de nouvelles fractures socio politiques et amplifié celles qui existaient. Ainsi le sentiment d'exclusion politique et devant le droit, le déséquilibre en matière de genre, les marginalisations dues au SIDA ont altéré la cohésion nationale qui est le principal gage de la mobilisation collective, de l'effort partagé pour un bénéfice équitablement réparti du développement. Dans la mesure où une dynamique positive nouvelle a vu le jour, l'action du Système des Nations Unies consistera à l'accompagner pour renforcer le cadre d'intégration national en aidant à combler les déficits observés dans les principales composantes de celui-ci : la gouvernance en ses multiples dimensions, les espaces de liberté, le genre et les conséquences sociales et humaines du SIDA.

L'UNDAF a choisi pour ce faire les 4 sous-thèmes ci-après issus des points de convergence du CCA:

- \* Gouvernance
- \* Droits de l'Homme
- \* Genre
- \* S I D A en tant que problème de développement

### 1.1 Gouvernance

Les insuffisances de la gouvernance ont été les principales causes de la dégradation de l'environnement du développement au Togo. C'est pourquoi l'amélioration de la gouvernance est au premier rang de la coopération du SNUT à travers les objectifs et les stratégies suivantes :

#### 1.1.1 Gouvernance institutionnelle

Trois objectifs seront poursuivis :

**Premier objectif : Contribuer au consensus national sur l'établissement ainsi que le fonctionnement normal et indépendant des institutions de la démocratie pluraliste .**

L'action consistera d'une part à s'associer aux efforts des Médiateurs Internationaux pour faciliter le dialogue entre les principaux protagonistes de la vie politique nationale dans le cadre de l'ACL en s'appuyant sur la confiance qu'inspire le S N U en raison de sa neutralité reconnue ; d'autre part, à aider les institutions qui seront issues du consensus trouvé à devenir pleinement fonctionnelles.

Les stratégies suivantes seront mises en œuvre.

1. *Plaidoyer auprès des protagonistes de la vie politique nationale*
2. *Renforcement des capacités des institutions.*
3. *Appui au processus électoral*

**Deuxième objectif : Soutenir et étendre le processus de décentralisation et de déconcentration.**

*1. Appui à la mise en œuvre de la loi sur la décentralisation :*

Il s'agira d'aider à compléter l'armature juridique de la décentralisation; d'aider à organiser la mise en place des collectivités et à définir les modalités de transfert des compétences et de mobilisation de ressources. Il s'agira également de renforcer les capacités humaines des élus et des personnels des CTD (Collectivités Territoriales Décentralisées), par des formations appropriées et l'apport de documentation fonctionnelle.

*2. Renforcement du partenariat avec les institutions décentralisées et accroissement de **leurs capacités**.*

Ce partenariat confirmera et consolidera la place des CTD en tant que bénéficiaires et organes d'exécution privilégiés de l'assistance du SNUT en matière de fournitures des services sociaux essentiels.

**Troisième objectif : Renforcer l'Etat de Droit**

L'attention du SNU sera particulièrement portée sur l'appui à l'édification d'un appareil judiciaire efficace, équitable et accessible à tous, qui est le principal garant de la sécurité judiciaire des personnes, des biens et des affaires.

L'action à cet égard s'articulera autour de deux stratégies.

*1. Appui à l'élaboration des dispositifs législatifs et réglementaires.*

Il s'agit d'un appui technique à la capacité existante, de façon à accélérer les délais d'élaboration ou d'actualisation, d'adoption et de mise en œuvre des lois, codes et règlements.

*2. Appui à l'amélioration du fonctionnement et de l'efficacité des organes judiciaires y compris les tribunaux administratifs*

Cet appui visera à identifier les contraintes lourdes qui hypothèquent l'indépendance et l'efficacité du système judiciaire et à établir un plan d'action ainsi qu'un programme d'assistance ciblée.



### 1.1.2 Gouvernance participative

L'action du Système des Nations Unies, pour corriger les insuffisances relevées, portera sur les deux principaux acteurs du dialogue social et de la participation des citoyens, que sont les organisations de la Société civile d'une part, et les institutions de représentation socio professionnelles d'autre part (chambres consulaires - chambres de métiers etc.). Deux objectifs spécifiques seront visés.

#### **Premier objectif : Promouvoir la société civile en tant qu'acteur important du développement.**

La société civile au Togo ne pourra jouer pleinement son rôle de partenaire de l'Etat que lorsque ses divers segments seront restructurés, organisés et regroupés en entités plus fonctionnelles et plus représentatives. L'appui du SNU visera à aider à cette restructuration et à participer à l'amélioration des capacités opérationnelles de ces unités, notamment sur le plan de leur capacité de communiquer.

##### *1. Renforcement des capacités de la société civile;*

A cet effet chaque composante sera dûment évaluée pour donner lieu à un projet d'action sur lequel sera établi un partenariat fructueux avec le SNU. Les projets d'action spécifiques seront consolidés dans un plan d'action global au niveau national.

##### *2. Renforcement du partenariat avec les organisations de la société civile*

Le Plan d'action ainsi élaboré fera l'objet d'interventions ciblées du SNU visant à renforcer leurs capacités et leur opérationnalité. Un accent particulier sera mis sur la diffusion des valeurs éthiques (civisme, conscience professionnelle, lutte contre la corruption, respect des droits de l'homme, solidarité avec les groupes vulnérables), sur le développement à la base et sur l'autogestion des organisations socioprofessionnelles.

##### *3. Renforcement du dialogue social*

Un appui aux partenaires sociaux sera apporté par le SNUT pour contribuer au renforcement de la paix sociale.

#### **Deuxième objectif : Promouvoir les structures de représentation socioprofessionnelle.**

Soutenir les organisations socioprofessionnelle revient à favoriser l'auto-prise en charge de la société civile dont elles constituent la composante économique. La démarche suivie sera donc la même que pour la société civile, à savoir

##### *1. Renforcement des capacités des structures de représentation*

##### *2. Renforcement du partenariat avec ces structures.*

### 1.1.3 Gouvernance économique

Pour le SNUT la réponse à la question de l'économie consistera à aider l'appareil national, public et privé à retrouver une capacité minimale de gestion stratégique et opérationnelle du développement en général, de l'économie et des finances en particulier. Cette capacité s'appréhende en termes de savoir faire technique et en termes d'éthique et de morale.

Les stratégies suivantes seront mises en œuvre à cet effet:

#### *1. Renforcement des capacités techniques de gestion économique, financière et sociale ;*

Il s'agira d'aider l'Administration nationale à acquérir et à maîtriser les outils et techniques modernes indispensables de la gestion économique et financière, en matière de production et d'exploitation de l'information économique, et en matière de capacité d'anticipation et de modélisation.

#### *2. Appui à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un programme cadre pour la croissance et la réduction de la pauvreté ;*

Ce processus s'inscrira dans le cadre de l'initiative PPTE Renforcé qui devrait conduire le Togo à bénéficier des ressources additionnelles au titre de l'allègement de sa dette extérieure.

#### *3. Appui à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un programme de lutte contre la corruption.*

L'action s'articulera autour de trois idées forces. La première consiste à faire jouer un rôle important à la société civile dans l'application effective de l'arsenal de textes législatifs et réglementaires destinés à relever et à sanctionner les actes de corruption. La deuxième idée consiste à aider à mettre en place un système de transparence et de responsabilité permettant de réduire les opportunités et possibilités de corruption dans les actes économiques de l'Etat. La troisième idée est de soutenir la conduite de campagnes d'éducation et de moralisation.

## 1.2 Droits humains

Assurer la jouissance effective des droits fondamentaux attachés à la personne humaine, ainsi que l'élargissement des espaces de liberté, doivent accompagner l'ensemble du mouvement de renouveau démocratique, pour permettre une pleine éclosion des valeurs et des potentialités tant individuelles que collectives du pays.

C'est pourquoi, le SNUT, fidèle en cela au mandat de l'ONU, apportera son assistance au pays dans le domaine des Droits de l'Homme en général et dans le domaine des Droits particuliers des Enfants.

### 1.2.1 Droits de l'Homme

L'objectif est de contribuer aux côtés des acteurs nationaux, à instaurer et consolider une culture du respect des Droits de l'Homme et des libertés civiles. Les actions y relatives qui comporteront une dimension de plaidoyer pour mobiliser les consciences, et aussi une dimension opérationnelle d'appui aux organisations de défense des Droits de l'homme, seront articulées autour des stratégies suivantes :

1. *Plaidoyer pour l'harmonisation de la législation nationale aux instruments internationaux;*
2. *Appui à l'intégration de l'éducation en matière de démocratie et des droits de l'homme dans les programmes de l'éducation formelle et informelle ;*
3. *Elaboration et / ou consolidation des programmes d'IEC au respect et à l'exercice des droits de l'homme ;*
4. *Evaluation des capacités des organes, institutions et associations de défense et de promotion des droits de l'homme, en vue de leur renforcement ;*

### **1.2.2 Droit des Enfants**

La législation nationale en faveur du droit des enfants est, dans son ensemble, assez complète. Elle demande d'une part à être harmonisée avec les instruments internationaux et d'autre part à connaître une application effectuée.

Deux objectifs ont été retenus.

**Premier objectif : Promouvoir l'harmonisation de la législation nationale par rapport aux instruments internationaux.**

Les stratégies suivantes seront appliquées :

1. *Appui à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan National d'Action*
2. *Renforcement du dispositif et des mécanismes juridiques et institutionnels pour la survie, le développement, la protection et la participation de l'enfant.*

**Deuxième objectif : Appuyer l'intégration sociale des enfants en situation particulièrement difficile.**

Il est question ici de l'éducation de la société à une meilleure prise en charge, ainsi que de la conception et de la mise en place d'un dispositif d'encadrement, de réorientation et de réhabilitation sociale et professionnelle de ces enfants.

Deux stratégies sont retenues pour cet objectif à savoir :

1. *Renforcement des mesures d'IEC à tous les niveaux*
2. *Renforcement des capacités des institutions et des organisations de prise en charge des enfants en situation difficile.*

## **1.3 Genre**

Le diagnostic a mis en relief les inégalités flagrantes en défaveur des femmes dans les structures décisionnelles (politiques et économiques), les discriminations et violences de tous genres dont sont victimes les femmes, les insuffisances de la loi en ce qui concerne leurs droits et l'inopérationalité de la politique et des programmes conçus pour leur promotion.

Des actions concertées seront menées pour cibler et sensibiliser des responsables politiques, des autorités traditionnelles de manière à favoriser l'adoption rapide et la mise en pratique de cette politique nationale en faveur de la femme.

Quatre objectifs ont été définis à cet effet :

**Premier objectif : Appuyer la mise en œuvre de la politique de promotion de la femme.**

L'adoption de la politique nationale de promotion de la femme est nécessaire pour fournir un cadre officiel d'intervention de tous les partenaires au développement. Les lenteurs constatées dans ce domaine devront trouver des solutions rapides. Pour ce faire, les stratégies suivantes seront appliquées :

1. *Plaidoyer pour l'adoption et la mise en œuvre de la politique de promotion de la femme*
2. *Intégration de l'approche genre dans toutes les stratégies et programmes de développement.*

**Deuxième objectif : Appuyer l'insertion et l'application du principe d'égalité entre hommes et femmes dans toutes les structures décisionnelles.**

Plus concrètement, il s'agit de:

- éliminer d'ici en l'an 2005 toute disposition juridique et administrative à caractère discriminatoire ;
- faire réviser, diffuser et appliquer le code des personnes et de la famille;
- de faire adopter et appliquer définitivement le principe de la représentation égalitaire des hommes et des femmes dans toutes les instances décisionnelles.

Pour y parvenir, les stratégies suivantes seront appliquées :

1. *Promotion de l'amélioration du cadre juridique et de la réduction des inégalités liées au genre*
2. *Appui à la révision et à l'application plus rigoureuse du code des personnes et de la famille*
3. *Lutte contre toutes formes de violence faite aux femmes.*

**Troisième objectif : Faciliter l'accès des femmes aux facteurs de production.**

Il s'agit de lever les nombreuses contraintes identifiées sur le terrain de la promotion économique des femmes. A cet effet, les stratégies suivantes seront appliquées :

1. *Promotion de l'entrepreneuriat féminin*
2. *Promotion de l'accès au foncier rural*
3. *Promotion des Activités Génératrices de Revenus (AGR)*
4. *Promotion de l'accès au crédit.*

**Quatrième objectif : Promouvoir le changement de mentalité et de comportement à l'égard de la question du genre.**

Pour ce faire, un programme d'IEC sera conçu pour une sensibilisation générale, et un plan d'action sera élaboré dans l'optique de :

- éliminer, d'ici à l'an 2005, les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire ;
- réduire de façon substantielle le pourcentage de femmes analphabètes
- faciliter et banaliser l'accès de toutes les catégories sociales aux services de la santé de la reproduction.

Les stratégies suivantes seront appliquées :

1. *Appui à l'égalité des chances dans l'accès à l'école et dans sa poursuite*
2. *Appui à l'alphabétisation et à la post-alphabétisation*

**1.4 Le SIDA en tant que problème de développement**

L'évolution du sida au Togo a atteint des proportions alarmantes (taux de prévalence de 8,5%), avec des conséquences très négatives sur la population active qui est la tranche la plus touchée. Des mesures draconiennes s'imposent pour lever cette contrainte au développement. Deux objectifs sont dégagés pour lutter contre le fléau du SIDA.

**Premier objectif : Contribuer à la réduction du taux de prévalence du VIH/SIDA.**

Les stratégies suivantes seront appliquées :

1. *Appui à la mobilisation sociale pour la lutte contre le Sida ;*
2. *Appui à la mise en œuvre du Plan Stratégique National de Lutte contre le Sida ;*
3. *Intensification des actions d'IEC en particulier en direction des adolescents et des jeunes;*
4. *Intensification des actions d'IEC et des mesures spécifiques (distribution de préservatifs) pour les groupes à risques ;*
5. *Appui à la lutte contre le sida dans le monde du travail*

**Deuxième objectif : Contribuer à l'amélioration de la prise en charge psychosociale et médicale des malades du SIDA et de leurs familles.**

Dans le cadre de cet objectif, le SNU se mobilisera pour que :

- Le plan stratégique national de lutte contre le VIH/SIDA soit mis en œuvre ;
- Le nombre de groupes et d'associations engagés dans la lutte contre le fléau augmente substantiellement ;

- Par des actions appropriées d'IEC, l'opinion publique ainsi que divers groupes vulnérables soient sensibilisés ;
- Un programme thématique ONUSIDA soit élaboré et mis en œuvre ;
- Le nombre de préservatifs distribués et vendus soit plus élevé.

Trois stratégies seront mises en œuvre :

- 1. Renforcement des structures d'accueil et des organisations des communautés pour la prise en charge des malades du SIDA*
- 2. Appui au développement de la prise en charge des malades du SIDA, par leurs familles, sur une base communautaire*
- 3. Contribution au changement de mentalité et d'attitude vis-à-vis des personnes vivant avec le VIH/SIDA en vue du respect de leurs droits humains.*

## THEME 2 : CROISSANCE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Concomitamment aux efforts de création d'un environnement favorable au développement, la tâche fondamentale qui attend les partenaires au développement sera d'aider à mettre en œuvre un mécanisme de croissance généralisée et partagée, notamment dans les domaines d'opération des couches les plus défavorisées (agriculture, secteur informel, micro-entreprises, PME/PMI) et ce, dans un contexte qui préserve la santé et les ressources naturelles.

### **2.1 Développement rural et sécurité alimentaire**

Agir efficacement sur le secteur d'occupation de l'écrasante majorité de la population contribuera grandement au recul, voire à l'éradication de la pauvreté. Cette considération situe l'agriculture et la sécurité alimentaire au centre même de la démarche pour atteindre le but de l'UNDAF. Quatre objectifs ont été fixés pour ce faire.

#### **Premier objectif : Accroître et diversifier la production agricole.**

Cet objectif implique la facilitation de l'accès aux moyens de production, la promotion et le renforcement de l'organisation du monde rural, le développement et la réhabilitation des infrastructures agricoles et enfin la facilitation de l'accès au crédit, le tout dans le respect des normes environnementales. Il est sous-tendu par six stratégies:

##### *1. Facilitation de l'accès aux moyens de production*

Il s'agira, à cette fin, de combler les lacunes actuelles en matière d'outils d'intervention par l'organisation rationnelle et une plus grande disponibilité des facteurs et moyens de production, y compris la sécurité foncière.

##### *2. Promotion et renforcement de l'organisation du monde rural (CVD, OPA, etc.)*

Les principaux acteurs concernés que sont les organisations professionnelles agricoles, les CVD et les Chambres d'Agriculture bénéficieront à cet effet d'un appui conséquent en vue de leur opérationnalisation.

##### *3. Développement et réhabilitation des infrastructures agricoles*

Cette intervention comprend à la fois l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme cohérent d'équipement rural permettant d'impulser de façon décisive la productivité rurale, d'une part, et l'organisation et la responsabilisation des principaux acteurs pour leur utilisation efficiente, d'autre part. Les actions principales prévues sont notamment : la maîtrise de l'eau (petits et moyens barrages, adductions d'eau, forages, puits), aménagement de bas-fonds et de bassins piscicoles, les pistes rurales, les magasins de stockage, les marchés, etc., selon des programmes conçus de façon à exploiter au mieux les potentialités identifiées et à maximiser le potentiel de développement.

#### *4 Information, formation et conseils aux producteurs*

Ce volet vise à renforcer tout le dispositif d'information, y compris les médias et les radios rurales, de formation ponctuelle ou continue, avec un accent particulier sur la pertinence et la variété des thèmes abordés, afin d'insuffler une dynamique de diversification et de productivité accrue.

#### *5 Renforcement de la recherche-développement agricole.*

Il s'agit d'aboutir à une intégration réussie entre les programmes en cours ou en projet et la recherche-développement, tout en renforçant, les moyens d'action et de vulgarisation de l'ITRA et des autres structures de recherche (notamment l'Université du Bénin).

#### *6 Facilitation de l'accès au crédit*

Pour lever les contraintes actuelles en matière de crédit agricole, il sera conçu et mis en place un système de crédit agricole performant et des fonds régionaux de développement agricole qui intègrent les acquis du système de crédit formel et des systèmes de financement décentralisé.

### **Deuxième objectif : Développer une agriculture intensive supportable par l'environnement**

Cet objectif, déjà implicite dans le premier, entend simplement mettre en relief le volet intégration des valeurs environnementales dans tous les aspects du développement rural. C'est pourquoi, en plus des stratégies définies au niveau du premier objectif, une stratégie plus spécifique est élaborée ici sur la gestion intégrée des ressources naturelles rurales.

#### *Gestion intégrée des ressources naturelles rurales*

La démarche suivie consiste à élaborer, adopter et mettre effectivement en œuvre des schémas régionaux d'aménagement du territoire et des modules de gestion du terroir conformes aux normes environnementales.

### **Troisième objectif : Accroître les revenus des paysans**

Cet objectif, également implicite dans le premier, met un accent particulier sur l'accroissement de la valeur ajoutée agricole à travers la promotion de la valorisation des produits agricoles (transformation), sur la libéralisation des produits agricoles et sur la généralisation des activités génératrices de revenus en milieu paysan (essor des emplois ruraux).

#### *1. Transformation des produits agricoles*

Il s'agit de promouvoir en priorité le développement des industries et de l'artisanat liés à l'agriculture, afin de stimuler davantage l'offre, de valoriser les matières premières et d'accroître la valeur ajoutée agricole.



## *2. Libéralisation (effective) du secteur agricole*

Toutes les filières sont concernées par cette libéralisation, afin de favoriser l'adaptation de l'offre à la demande effective. Cela implique également la promotion du commerce extérieur, étant donné les limites étroites du marché intérieur. Bien entendu, pour les produits vivriers, une telle démarche va de pair avec la mise en œuvre du programme spécial de sécurité alimentaire élaboré par le gouvernement avec le concours de la FAO et du PNUD.

## *3. Développement des activités génératrices de revenus non agricoles*

Cette stratégie participe de l'accroissement des revenus du monde paysan en le diversifiant par des activités marchandes liées ou non à la production agricole, mais qui concourent à stabiliser la population dans son milieu d'origine, à travers l'extension des opportunités d'emploi rémunérateur : artisanat, construction, commerce, art, tourisme, etc. Ces actions seront d'autant plus facilitées que le dispositif d'accès au crédit et aux moyens de production et la stratégie d'information, formation et encadrement seront performants et conformes aux besoins identifiés dans le milieu.

## **Quatrième objectif : Assurer la sécurité alimentaire**

Cet objectif complète le premier en ce sens qu'il vise à assurer, en plus de la quantité, la disponibilité, l'accessibilité et la qualité des produits. Pour l'atteindre, deux stratégies ont été définies :

### *1. Amélioration de la qualité des produits agricoles*

L'organisme prévu pour le contrôle de qualité est le Conseil Supérieur de Normalisation, qui sera redynamisé à cet effet. Mais il faut également, à la base, organiser une culture de qualité à travers une sensibilisation et une formation appropriées, à introduire dans le dispositif prévu à la stratégie 2.1.4. Enfin la libéralisation des produits agricoles prévue à la stratégie 2.3.2, notamment le commerce extérieur, obéit à des exigences de qualité à inclure d'emblée dans le dispositif d'encadrement pour faciliter les débouchés des produits.

### *2. Facilitation des échanges de produits agricoles.*

Il s'agit essentiellement d'organiser un dispositif de facilitation des échanges intérieurs, pour améliorer les compensations entre les zones excédentaires et les zones déficitaires, et, exceptionnellement, des échanges extérieurs pendant les périodes d'urgence, en attendant de suppléer aux déficits intérieurs par la production nationale.

## **2.2 Secteur privé et développement industriel**

Dans le cadre de la nouvelle politique de relance du secteur privé, le gouvernement entend :

- ◆ Remettre en selle le secteur privé comme moteur de la croissance ;
- ◆ Restructurer la base productive nationale dans le sens de l'élargissement, de la diversification, de la compétitivité et des échanges intersectoriels ;
- ◆ Organiser de façon active la mise en valeur de toutes les ressources humaines et matérielles du pays ;

- ◆ Miser sur les exportations comme option prioritaire de croissance de l'économie face à l'étroitesse du marché national, dans une dynamique de coopération active entre l'administration du développement et les organisations de représentation ou d'appui au secteur privé.

Pour l'UNDAF, quatre (4) objectifs ont été retenus pour le secteur à savoir:

- Faire du secteur privé le moteur du développement économique ;
- Promouvoir un développement industriel durable ;
- Développer les PME-PMI pour la création d'emploi ;
- Promouvoir les activités du secteur informel.

### **Premier objectif : Faire du secteur privé le moteur du développement**

Pour atteindre cet objectif, il faudra restituer le secteur privé, aujourd'hui embryonnaire, dans sa mission première qu'est la prise en charge de toute la production marchande, donc comme le facteur de la croissance de l'économie. Cette croissance n'interviendra que si la base productive, aujourd'hui étroite, est élargie et diversifiée, l'environnement macro-économique, institutionnel et juridique est rendu favorable, les investissements privés sont promus et encouragés et que les capacités managériales sont renforcées. C'est ce qui justifie les stratégies ci-après définies.

#### *1. Restructuration, élargissement et diversification de la base productive nationale.*

Il s'agit de corriger les déséquilibres actuels dus à la faiblesse de la base productive nationale par la conception et la mise en œuvre :

- d'un programme intégré de restructuration de la base productive nationale et d'échanges intersectoriels et
- d'un programme conséquent de promotion des échanges et des exportations, comme corollaire de l'étroitesse du marché national.

#### *2. Promotion des investissements (privés) et de la technologie*

Cette démarche consiste à :

- favoriser les partenariats permettant d'induire un accroissement conséquent des investissements directs étrangers et nationaux ;
- accompagner le processus de privatisation des entreprises publiques dans le sens de l'amélioration du processus en vue d'aboutir à l'élargissement effectif du secteur privé national ;
- appuyer la mise en place d'un dispositif favorisant l'appropriation technologique, notamment la création et l'opérationnalisation du Centre National de Technologie ;
- renforcer les capacités d'intervention des institutions nationales de promotion des investissements.

### *3. Renforcement des capacités managériales du secteur privé*

Cette section s'attachera à concevoir et mettre en œuvre un programme de préparation des jeunes à l'entrepreneuriat, d'accompagnement de la gestion des entreprises existantes ou en création et de renforcement des capacités d'encadrement des organisations socio-professionnelles.

### *4. Promotion d'un environnement économique, institutionnel, juridique et réglementaire favorable à la promotion du secteur privé*

Un appui institutionnel multidimensionnel sera élaboré pour aider l'Etat à :

- créer et opérationnaliser un cadre de concertation secteur privé/secteur public ;
- restructurer les institutions d'appui ;
- réorganiser l'environnement juridique et réglementaire des investissements.

### *5. Amélioration du dispositif de financement du secteur privé*

L'environnement financier constitue l'autre pilier du nouveau dispositif de promotion des investissements. Il s'agit d'appuyer la réforme du système financier d'une manière qui facilite

- la mobilisation de l'épargne privée et publique;
- l'élargissement des possibilités de financement long et de la gamme des produits financiers (crédit-bail, capital-risque, etc.).

### *6 : Appui à l'auto-promotion des entreprises*

Pour plus d'efficacité de l'appui institutionnel, le secteur privé sera appelé à se prendre en charge à tous les niveaux de leurs activités. C'est ainsi que leurs capacités d'autogestion seront renforcées, depuis les structures de promotion jusqu'au niveau de leurs entreprises, en passant par les organisations socioprofessionnelles, et le secteur privé dans sa globalité, comme corps organisé et solidement structuré.

## **Deuxième objectif : Promouvoir un développement industriel durable.**

Cet objectif comprend : le renforcement des structures de gestion de la qualité, de la normalisation et de l'accréditation, le développement de la sous-traitance, des agro-industries, le développement de l'esprit d'entreprise et le renforcement de la compétitivité, le renforcement de l'intégration du Togo dans l'espace sous-régional, le tout dans le respect des normes environnementales. Pour l'atteindre, six stratégies sont prévues :

### *1. Renforcement des structures de gestion de la qualité, de la normalisation et de l'accréditation*

L'option choisie par le Togo de miser prioritairement sur les exportations comme base d'expansion économique comporte des exigences de compétitivité et conséquemment de qualité et de respect des normes. Cela appelle une redynamisation des structures prévues ou conçues à cet effet, dont le Conseil Supérieur de Normalisation, et l'agence de gestion de la qualité, à mettre en place et opérationnaliser.

## *2. Développement de l'esprit d'entreprise et renforcement de la compétitivité*

Dans la même optique que la gestion de la qualité, la compétitivité appelle une attention particulière. C'est ainsi qu'une structure sera spécialement chargée d'étudier et d'ajuster constamment l'évolution des coûts des facteurs parallèlement à la bonne tenue de la qualité. Des domaines industriels seront identifiés et viabilisés pour créer des économies d'échelle pour les entreprises bénéficiant de leurs facilités. Une exploration dynamique des marchés intérieur et extérieur sera organisée pour induire une croissance soutenue des ventes. Une formation d'accompagnement sera organisée pour hisser à un haut niveau l'esprit d'entreprise en faveur de toutes les couches socio-professionnelles et des jeunes.

## *3. Développement de la sous-traitance*

La sous-traitance et les agro-industries ont été identifiées comme les créneaux les plus porteurs. Un système d'information industrielle sera mis en place à cet effet, ainsi que des bourses de sous-traitance.

## *4. Promotion et développement des agro-industries*

Pour cet autre créneau porteur, certaines filières ont déjà été identifiées. Elles seront approfondies et dûment exploitées aux fins d'extension du tissu agro-industriel, dans le sens d'une intégration complète entre l'agriculture et l'industrie.

## *5. Prise en compte des aspects environnementaux dans le développement industriel*

La composante environnement étant une composante essentielle d'une industrialisation durable, son respect strict fera l'objet d'une attention particulière. Pour ce faire, il sera procédé à la révision et à l'application stricte des textes de loi et règlements relatifs à l'environnement industriel.

## *6. Renforcement de l'intégration du Togo dans l'espace économique sous-régional*

Ce volet vise à organiser concrètement l'extension progressive du nombre d'entreprises à vocation sous-régionale.

## **Troisième objectif : Développement des PME/PMI pour la création d'emplois**

Cet objectif, implicite dans le premier, met simplement en exergue l'entrepreneuriat féminin et la micro-entreprise. Il comporte une stratégie unique :

### ***Développement et promotion de l'entrepreneuriat féminin et des micro-entreprises.***

Il s'agit d'organiser l'expansion du nombre d'entreprises pilotées par les femmes, au regard de la place marginale observée pour les femmes dans le secteur formel, et de promouvoir les micro-entreprises en général, avec toutes les mesures d'accompagnement (crédit, garanties, technologie, encadrement, etc.).

## **Quatrième objectif : Promouvoir les activités du secteur informel**

L'essor du secteur informel permettra de relever les performances du secteur le plus pourvoyeur d'emploi et, partant, de l'ensemble de l'économie.

### *1. Accès à la micro finance*

Dans cette optique, un programme d'appui à l'extension de la micro-finance et à son adaptation à toutes les couches socio-professionnelles sera élaboré et mis en œuvre.

### *2. Promotion de l'auto-emploi*

De la même façon des mécanismes d'auto-emploi seront introduits dans le système éducatif et de formation professionnelle, afin d'infuser une culture d'initiatives individuelles et coopératives.

### *3. Amélioration de la productivité du secteur informel*

A cet effet un plan de formalisation et de standardisation du système d'apprentissage sera élaboré et mis en œuvre, avec des modules destinés spécifiquement aux différents corps de métiers. Un programme d'équipement des corps de métier, et de promotion technologique du secteur informel accompagnera ce programme de façon à insérer durablement ce secteur dans l'économie moderne.

## **2.3 Environnement**

Trois objectifs ont été définis dans ce secteur, à savoir:

- Promouvoir une gestion globale et rationnelle des ressources naturelles
- Améliorer le cadre de vie des populations
- Gérer de façon intégrée le littoral

### **Premier objectif : Promouvoir une gestion globale et rationnelle des ressources naturelles**

L'objectif de la politique Environnementale adoptée en décembre 1998 est la promotion d'une gestion globale et rationnelle de l'Environnement pour améliorer le cadre et les conditions de vie des populations dans la perspective d'un développement durable. L'apport du SNU sera de promouvoir une éthique environnementale par la conscientisation, la formation et la responsabilisation des différents acteurs, ainsi que l'appui à la création et à la mise en œuvre des structures d'intervention.

Pour atteindre cet objectif, quatre stratégies ont été élaborées :

#### *1. Renforcement des capacités de gestion des ressources naturelles*

Ce renforcement des capacités comprend la restructuration du Ministère de l'Environnement, la création et l'opérationnalisation de l'Agence Nationale de gestion de l'Environnement, le renforcement du cadre juridique d'organisation du secteur, la création et la mise en œuvre du Fonds National pour l'Environnement, la sensibilisation et la formation des acteurs nationaux.

## *2. Promotion de la gestion des terroirs.*

Les actions envisagées dans cette stratégie concernent essentiellement le recensement et le cadastrage des propriétés foncières, la création et la mise en œuvre d'un cadre de concertation des acteurs, l'élaboration et la mise en œuvre du Plan d'occupation des sols, la définition et la vulgarisation des techniques de gestion des ressources naturelles.

## *3. Réduction de la pression sur les ressources forestières*

Il s'agira dans cette optique de recenser les forêts naturelles, de réduire de façon substantielle le rythme de déboisement d'élaborer et de mettre en œuvre un programme de reboisement susceptible de provoquer l'expansion continue du couvert végétal.

## *4. Conservation et mise en valeur de la diversité biologique*

Cette stratégie passe par l'actualisation du répertoire de la diversité biologique, la restauration, la conservation et la mise en valeur des parcs et réserves avec la participation des populations riveraines, l'exploitation des ressources génétiques, la restauration et la préservation des écosystèmes vulnérables.

## **Deuxième objectif : Améliorer le cadre de vie des populations**

Les établissements humains constituent une composante importante de l'environnement qui appelle un soin particulier en raison de son influence sur la qualité de la vie des individus en général, et sur leur capacité productive, en particulier.

Trois stratégies sont envisagées à cet effet :

### *1. Lutte contre les pollutions et autres formes de nuisance*

La lutte contre les pollutions et nuisances passera par une étude d'impact, permettant d'aboutir à la définition et à la mise en œuvre des normes environnementales.

### *2. Création et gestion des espaces d'agrément*

Cette composante essentielle de l'amélioration du cadre de vie des populations comporte l'extension du réseau d'espaces verts et d'agrément, la restauration et la mise en valeur des sites éco-touristiques.

### *3. Amélioration de la gestion des eaux usées et des déchets solides*

La démarche adoptée pour ce faire est d'élaborer et adopter des schémas directeurs régionaux d'assainissement et de sensibiliser et responsabiliser les acteurs locaux pour leur mise en œuvre conséquente.

## **Troisième objectif : Gérer de façon intégrée le littoral**

Le littoral, au lieu d'être un lieu d'agrément, fait l'objet de nombreux types d'agressions : déchets humains et industriels, eaux usées, ordures, érosion côtière. L'aménager pour

améliorer le cadre de vie des populations riveraines et protéger leur habitat devient une nécessité. Dans cette optique deux stratégies ont été définies.

### *1. Planification, aménagement et suivi de la gestion du littoral*

La stratégie consiste à créer un cadre de concertation entre les acteurs centraux, locaux et privés concernés par la gestion du littoral, élaborer et mettre en œuvre des normes standard d'action dans le domaine et enfin l'élaboration et l'exécution d'un schéma directeur d'aménagement ordonné du littoral.

### *2. Lutte contre l'érosion côtière*

La lutte contre l'érosion côtière implique la conception et l'exécution d'un programme de protection des zones sensibles et la mise en place d'un système rationnel de suivi,

## **2.4 Population et développement**

Le Gouvernement togolais a adopté en octobre 1998, une politique nationale de population, créant ainsi un cadre de référence pour les interventions des différents acteurs dans le domaine de la Population. Cette politique nationale de population couvre douze domaines d'intervention et s'est assigné 16 objectifs qui sont :

1. Maîtriser progressivement la fécondité grâce à la promotion de la planification familiale dont la prévalence passera de 7% en 1997 à 50% en 2020 ;
2. Relever l'espérance de à la naissance de 56 ans en 1997 à 68 ans en 2020 à travers l'amélioration des conditions de vie des populations ;
3. Assurer une meilleure répartition spatiale de la population grâce à une politique d'aménagement du territoire concertée ;
4. Prendre en compte les migrations internationales dans le processus de développement socio-économique du pays ;
5. Améliorer le niveau d'éducation et de formation professionnelle des jeunes et des adultes en portant le taux de scolarisation à 100% d'ici 2020 ;
6. Résoudre de façon durable le problème de l'emploi au Togo ;
7. Améliorer les conditions de vie des enfants et des jeunes ;
8. Améliorer les conditions de vie des personnes âgées ;
9. Intégrer les personnes handicapées dans le processus de développement socio-économique du pays ;
10. Promouvoir la pleine participation de la femme au processus de développement ,
11. Augmenter les productions végétales et animales afin d'assurer la sécurité alimentaire nationale et communautaire et la promotion de l'exportation ;
12. Mettre en place une politique de gestion rationnelle de l'environnement ;
13. Mobiliser les populations autour des problèmes socio-démographiques du pays ;
14. Décentraliser la mise en œuvre de la politique nationale de population afin de l'adapter aux spécificités régionales ;
15. Poursuivre l'amélioration des connaissances socio-démographiques ;
16. Intégrer les objectifs de la PNP dans les plans et programmes de développement économique.

L'intervention du système des Nations Unies dans la mise en œuvre de cette politique est centrée autour d'un seul objectif qui intègre les 16 volets ci-dessus indiqués, à savoir:

**Objectif : Appuyer la mise en œuvre de la politique nationale de population**

*1. Renforcement des capacités nationales d'élaboration, de mise en œuvre, de suivi et de coordination des programmes de population et développement.*

La démarche consiste à élaborer et mettre en œuvre un plan d'exécution, à former les acteurs nationaux à cet effet et à mettre en place des mécanismes de suivi et de coordination.

*2. Amélioration des connaissances socio-démographiques du pays*

Le diagnostic a mis en exergue des contraintes en matière de financement du 4<sup>e</sup> recensement général de la population, et de gestion du système d'état civil. Il s'agira de lever définitivement ces contraintes et de procéder parallèlement à l'exécution et à la diffusion de recherches opérationnelles relatives à la population.

*3. Sensibilisation des décideurs, des partenaires au développement et des différentes couches socio-professionnelles autour des problèmes de population*

Cela implique également un plaidoyer en faveur de l'adoption et du vote des textes de loi et de la signature des décrets et textes réglementaires relatifs à la population et l'allocation des ressources requises pour mener à bien les activités.

*4. Intégration des objectifs de la PNP dans les programmes et stratégies nationaux et sectoriels*

Cette démarche appelle une coopération étroite entre les acteurs impliqués dans les programmes de population et les différents partenaires au développement.



### THEME 3 - ACCES AUX SERVICES SOCIAUX ESSENTIELS

Tant que l'accès aux services sociaux de base que sont la santé, l'éducation, l'eau, l'assainissement, l'habitat etc., n'est pas équitablement assuré à toutes les couches sociales et dans toutes les régions du pays, la lutte contre la pauvreté n'aura pas connu une avancée substantielle. Le Togo a adhéré à l'initiative 20/20 visant à consacrer 20% de l'aide publique au développement et 20% en principe des dépenses publiques sur ressources propres aux services sociaux essentiels. Toutefois, l'Etat togolais alloue moins de 10% aux services sociaux essentiels, et il en va de même de l'aide publique au développement dont la part affectée aux services sociaux essentiels tourne autour de 7%. Au regard des contraintes identifiées et de l'importance des besoins, ce secteur bénéficiera de la richesse de l'expertise et des approches originales du SNU au Togo.

#### 3.1 Santé

Le Togo a élaboré une politique nationale de santé dont l'objectif déclaré est d'assurer à chaque citoyen le bien être physique et mental. Cet objectif est loin d'être atteint: l'infrastructure sanitaire du Togo n'est pas négligeable, c'est ce qui justifie l'instauration des districts sanitaires, mais il est encore très insuffisant et l'Etat n'alloue actuellement que 6% de son budget à la santé de base. Pour atteindre les objectifs visés, il faudrait relever substantiellement ce taux, et recourir à la contribution des communautés de base. Un gros effort reste à faire par l'APD pour soutenir et consolider celui du pays, notamment en matière d'infrastructures et de médicaments essentiels et de renforcement des capacités du personnel et contribuer ainsi à l'amélioration de l'état de santé de la population.

**Premier objectif :** Contribuer à l'augmentation de l'accès à l'offre de services de qualité.

Pour ce faire, les stratégies suivantes seront mises en œuvre :

1. *Renforcement des capacités des ressources humaines ;*
2. *Renforcement de la couverture en infrastructures, équipements et médicaments essentiels ;*
3. *Mobilisation des communautés dans le financement et la gestion des services de santé ;*
4. *Plaidoyer en faveur de la mise en œuvre de l'initiative 20/20.*

**Deuxième objectif :** Contribuer à réduire les taux de mortalité et de morbidité dues aux maladies transmissibles et non transmissibles.

Pour ce faire, les stratégies suivantes seront appliquées :

1. *Promotion de comportements sains en faveur de la santé (par exemple l'utilisation des latrines par les communautés, réduisant ainsi le taux des infections digestives) ;*
2. *Lutte intégrée contre les maladies essentielles (paludisme, diarrhée, maladies du PEC, épidémies et tabac) ;*
3. *Amélioration de la collecte et de l'analyse de l'information sanitaire.*

**Troisième objectif spécifique :** Contribuer à la réduction de la propagation des IST/VIH/SIDA

Pour ce faire, les stratégies suivantes seront appliquées :

1. *La promotion du changement de comportement pour lutter contre la propagation du VIH/SIDA ;*
2. *La prise en charge thérapeutique et psychosociale des personnes vivant avec le VIH/SIDA.*

### **3.2 Santé de la reproduction**

**Objectif : Contribuer à augmenter l'utilisation des services de SR de qualité pour les différents groupes-cibles : hommes, femmes, jeunes/adolescents**

Pour y parvenir, les stratégies suivantes seront mises en œuvre :

1. *Renforcement de la couverture en services de SR de qualité ;*
2. *Amélioration du système de suivi/évaluation des programmes de SR ;*
3. *Appui à la mise en œuvre de la Stratégie Nationale en IEC/SR ;*
4. *Appui au renforcement des capacités des prestataires y compris les accoucheuses traditionnelles (AT) ;*
5. *Appui à la recherche opérationnelle en SR ;*
6. *Prise en compte des besoins spécifiques des jeunes et des adolescents en SR.*
7. *Implication plus accrue des hommes à la Planification Familiale*
8. *Appui aux campagnes de sensibilisation et d'information sur les conséquences néfastes des mutilations génitales féminines ( NGF)*

Dans la mise en œuvre de ces stratégies, des programmes spéciaux seront conçus et exécutés de manière :

- à renforcer les capacités d'intervention des personnes et structures intervenant en SR, y compris les accoucheuses traditionnelles
- à prendre en compte les besoins spécifiques des jeunes et des adolescents.

### **3.3 Nutrition**

Quatre objectifs, basés sur le Plan National pour la Nutrition (PNN), sont retenus :

**Premier objectif : Garantir en permanence sur le plan national une alimentation suffisante, saine et satisfaisante.**

**Deuxième objectif : Donner à chacun la possibilité d'être et de rester en bonne santé et d'accéder à un bien-être nutritionnel satisfaisant.**

**Troisième objectif : Parvenir à un développement socialement durable et sans danger pour l'environnement afin de contribuer à l'amélioration de la nutrition et de la santé.**

**Quatrième objectif: Contribuer à la réduction des taux de prévalence de la malnutrition**

Pour réaliser ces objectifs, les stratégies suivantes seront mises en œuvre :

1. *Plaidoyer pour l'adoption et la diffusion de la politique nationale de la nutrition ;*
2. *Promotion de l'éducation nutritionnelle des populations.*
3. *Promotion des potentialités nutritionnelles locales.*
4. *Promotion de l'allaitement maternel exclusif.*

Dans la mise en œuvre de ces stratégies, des actions seront menées en direction des pouvoirs publics pour l'adoption et la diffusion du PNN ; des campagnes d'IEC seront conçues et exécutées en faveur :

- d'un allaitement exclusif des enfants (0 – 4) mois
- de la consommation du sel iodé ;
- de la consommation d'aliments locaux à potentialités nutritionnelles élevées (P. ex huile de palme contre l'avitaminose A).

### **3.4 Sécurité sociale**

**Objectif : Contribuer à la protection sociale de la majeure partie de la population active selon la stratégie suivante :**

*Promouvoir l'extension de la sécurité sociale aux couches non couvertes (par des mutuelles de santé, etc....)*

### **3.5 Education**

Pour contribuer à la satisfaction des besoins éducatifs fondamentaux, trois objectifs sont retenus.

L'efficacité interne du système éducatif togolais est extrêmement faible, malgré le taux théorique de scolarité relativement élevé (72%) : plus d'un tiers des élèves du primaire sont des redoublants, et en moyenne 8% des élèves abandonnent l'école chaque année, avec des disparités très importantes en défaveur des filles. Ce phénomène nécessite des interventions ciblées pour ramener le taux de déperdition à un minimum acceptable. Les actions de sensibilisation et de plaidoyer à entamer iront en direction tant des instances décisionnelles, qu'à celui du corps enseignant, des parents d'élèves et des élèves eux-mêmes. Les interventions mettront également un accent particulier sur le contenu et la qualité de l'enseignement, sur les outils pédagogiques utilisés et sur les infrastructures scolaires.

**Premier objectif : Contribuer à augmenter les taux de scolarisation, de rétention, de promotion et de réussite, surtout des filles.**

Pour y parvenir, les stratégies suivantes seront appliquées :

1. *Renforcement des capacités des ressources humaines ;*
2. *Amélioration de la qualité des manuels scolaires et des outils pédagogiques ;*
3. *Mise à la disposition des manuels scolaires de qualité et des outils pédagogiques de qualité ;*
4. *Renforcement de la couverture en infrastructures de qualité ;*
5. *Plaidoyer pour l'accès du système éducatif aux technologies de l'information ;*

*6. Renforcement des capacités des structures spécialisées d'éducation et de formation des personnes handicapées.*

Dans la mise en œuvre de ces stratégies, des programmes spéciaux seront élaborés et exécutés de façon à améliorer la qualification des enseignants, la qualité des manuels scolaires, la disponibilité et la qualité d'infrastructures scolaires, la prise en compte de la formation des personnes handicapées, les améliorations substantielles à apporter au taux de réussite et de survie des filles dans le système éducatif de base et les solutions définitives à apporter au taux de redoublement excessif du système éducatif togolais.

Un plaidoyer sera organisé en direction des pouvoirs publics pour la prise en compte des nouvelles technologies dans le système éducatif.

**Deuxième objectif : Contribuer à accroître le taux d'accès et d'encadrement de la petite enfance.**

A cet effet, les stratégies suivantes seront appliquées :

- 1. Renforcement des capacités des ressources humaines ;*
- 2. Renforcement de la couverture en infrastructures de qualité ;*
- 3. Plaidoyer en faveur de l'éducation de la petite enfance, surtout en milieu rural ;*
- 4. Approvisionnement des garderies et des centres de promotion de la petite enfance (CPPE) et des jardins d'enfant (JE) en équipements, mobiliers, kits de jeux, livrets de santé scolaire.*

Dans l'application de ces stratégies, des programmes seront conçus et mis en œuvre de façon à renforcer les capacités des ressources humaines pour l'éducation de la petite enfance, à augmenter la couverture en infrastructures de qualité. Des campagnes d'IEC seront menées en faveur de la petite enfance, surtout dans les milieux ruraux ; l'approvisionnement des garderies en équipements adéquats sera réalisé.

**Troisième objectif : Contribuer à réduire le taux d'analphabétisme, surtout des femmes.**

Pour ce faire l'action s'appuiera sur les stratégies suivantes :

- 1. Renforcement des capacités des ressources humaines ;*
- 2. Renforcement de la couverture en infrastructures de qualité ;*
- 3. Appui à la production de manuels de formation en langues locales ;*
- 4. Renforcement des capacités des volontaires alphabétiseurs.*

Dans la mise en œuvre de ces stratégies, des campagnes spécifiques d'IEC ainsi que des programmes appropriés seront conçus et exécutés ; la couverture des infrastructures sera renforcée, des ressources mobilisées pour la production de manuels en langues locales.

**Quatrième objectif : Contribuer à assurer une préparation aux métiers**

Les stratégies suivantes sont retenues pour ce faire :

- 1. Appui à l'élaboration des modules d'initiation aux métiers et à leur intégration aux programmes scolaires ;*

2. *Renforcement des capacités des ateliers d'apprentissage ;*
3. *Plaidoyer pour l'établissement de protocoles de collaboration entre les structures d'enseignement technique et les corps de métier.*

Dans l'application de ces stratégies, des modules d'initiation à différents métiers seront conçus et introduits dans les programmes scolaires, les capacités des ateliers renforcées grâce à des programmes spécifiques conçus et mis en œuvre.

Des plaidoyers seront menés en vue de l'établissement de protocoles d'accord entre corps de métier et centres d'enseignement technique.

### **3.6 Eau**

**Un seul objectif** est retenu :

**Contribuer à augmenter le taux d'accès des populations à l'eau potable.**

Pour ce faire, les stratégies suivantes seront appliquées :

1. *Plaidoyer pour l'élaboration et l'adoption d'une politique nationale de l'eau ;*
2. *Renforcement des capacités des ressources humaines ;*
3. *Renforcement de l'AEP en milieu rural, semi-urbain et urbain ;*
4. *Habilitation des communautés dans le financement et la gestion des ouvrages d'eau ;*
5. *Promotion de l'assurance de la qualité de l'eau de boisson (vérifier périodiquement la qualité de l'eau de boisson) ;*
6. *Promotion de l'utilisation rationnelle des ressources limitées en eau.*

Dans la mise en œuvre de ces stratégies, des plaidoyers seront menés en direction des pouvoirs publics pour l'élaboration et l'adoption d'une politique nationale de l'eau. Parallèlement, un programme d'IEC sera conçu et exécuté en vue du renforcement des capacités des personnes et des communautés intervenant dans l'approvisionnement en eau potable.

### **3.7 Assainissement**

Concernant les problèmes d'assainissement, **un seul objectif** a été retenu :

**Contribuer à augmenter le taux d'accès de la population au bénéfice des ouvrages d'assainissement.**

Les stratégies retenues à ce effet sont les suivantes :

1. *Appui à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique nationale d'hygiène/assainissement ;*
2. *Renforcement des capacités des ressources humaines ;*
3. *Habilitation des communautés dans le financement et la gestion des ouvrages*
4. *Plaidoyer pour le financement du sous-secteur ;*
5. *Promotion de l'IEC en matière d'hygiène ;*
6. *Promotion des technologies appropriées.*

Dans la mise en pratique de ces stratégies, des plaidoyers seront menés et des moyens mis à disposition pour l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique nationale d'hygiène /assainissement, le financement du secteur assainissement ainsi que la promotion de technologie appropriée.

Parallèlement, des programmes d'IEC seront conçus et exécutés en vue du renforcement des capacités des ressources humaines et l'adoption de comportements sains en matière d'hygiène.

### **3.8 Habitat**

**Un objectif** sera poursuivi : **Contribuer à faciliter l'accès à des habitats salubres à coût abordable.**

Les stratégies suivantes sont retenues pour y parvenir :

1. *Appui à la recherche d'habitats salubres en faveur des populations les plus défavorisées ;*
2. *Appui à la vulgarisation de l'utilisation des matériaux locaux de l'habitat.*
3. *Plaidoyer pour l'élaboration et l'adoption d'une politique nationale de l'habitat ;*
4. *Appui aux municipalités et communautés de base à l'amélioration du cadre de vie ;*

Dans la mise en pratique de ces stratégies, des programmes spécifiques seront conçus et exécutés de manière :

- à favoriser la recherche et la diffusion de matériaux locaux ;
- aider les municipalités et les communautés de base à améliorer leur cadre de vie ;
- Des plaidoyers seront organisés pour l'élaboration et l'adoption d'une politique nationale de construction.

## **CHAPITRE V - STRATEGIES DE COOPERATION ET MECANISMES DE SUIVI/EVALUATION**

Pour réaliser les objectifs de l'UNDAF, le système des Nations Unies au Togo (SNUT) adoptera une stratégie globale de coopération dont les principales composantes sont les suivantes :

### **5.1 Renforcement de la concertation Gouvernement / SNUT**

En l'absence d'une Note de Stratégie de Pays, l'UNDAF tient lieu de document consensuel de stratégie entre le gouvernement et le SNUT. C'est pourquoi, il s'agira de mettre en place un cadre formel spécifique de concertation entre les deux parties pour suivre et évaluer la mise en œuvre de l'UNDAF. Ce mécanisme pourrait revêtir la forme de réunions annuelles entre les deux parties.

### **5.2 Renforcement des mécanismes de coordination inter-agences**

- a) Les réunions mensuelles des chefs d'agences. Sans préjudice pour les questions générales de coordination, une de ces réunions pourrait être consacrée exclusivement à l'examen de la mise en œuvre de l'UNDAF suivant une périodicité de trois mois. A cette occasion, le Coordonateur Résident présenterait un rapport de situation alimenté par les travaux des groupes thématiques.

Une autre dimension de la coordination inter-agences portera sur les activités opérationnelles d'accompagnement de l'UNDAF. Il s'agit de :

- la mise en place d'un comité inter-agence pour l'achat d'équipements ;
  - l'harmonisation des normes pour la réalisation d'infrastructures socio-économiques ;
  - la mise en place d'un comité inter-agences d'approbation des rapports d'études réalisées dans le cadre de l'UNDAF
- b) Les groupes thématiques UNDAF. Les groupes thématiques mis en place pour la préparation de l'UNDAF seront reconfigurés pour épouser les trois domaines de concentration de celui-ci. Ces groupes qui seront présidés par des chefs d'agence, seront chargés de produire les notes de situation thématiques.

### **5.3 Renforcement de la concertation entre le SNUT et les autres donateurs.**

L'UNDAF a rencontré un intérêt certain auprès des autres partenaires au développement du Togo. Ceux-ci ont apporté des contributions de substance à son élaboration ; tout comme beaucoup d'entre eux ont annoncé vouloir en tenir compte dans la programmation de leurs interventions. Tout cela, s'ajoutant au fait que l'UNDAF repose sur l'approche programme, impose que des concertations se poursuivent autour de celui-ci. C'est pourquoi, il sera mis à profit le cadre des réunions des tous les bailleurs pour faire des communications épisodiquement sur l'exercice.

#### **5.4 La recherche de l'intersectorialité et la mise en œuvre de projets communs.**

L'harmonisation des cycles de programmation accomplie au Togo, ainsi que le lancement de l'UNDAF sont des atouts importants et des facteurs favorisant pour mettre en œuvre des projets bien ciblés, notamment en matière de lutte contre la pauvreté. L'avantage de ces projets est que ceux-ci, d'une part conduisent à un meilleur impact des interventions en bénéficiant des synergies des agences, et d'autre part, permettent de tester la flexibilité des procédures des agences.

Cette approche repose sur la définition d'indicateurs de convergence pour le ciblage des zones d'action, des populations concernées et des activités à réaliser.

#### **5.5 Le développement de l'activité de plaidoyer.**

Le plaidoyer du SNUT sera mené principalement dans deux directions :

- En direction des décideurs pour la mise en place d'un schéma directeur national de planification qui servirait de cadre de référence à l'élaboration des programmes sectoriels. Ce plaidoyer prendra en compte les aspects critiques dans l'exécution des programmes, à savoir : l'effort à faire pour garantir la contrepartie gouvernementale relative aux ressources humaines, aux infrastructures et à la logistique.
- En direction des partenaires en développement pour l'harmonisation et coordination des stratégies d'intervention en matière d'assistance au développement.



**CHAPITRE VI - TABLEAU DES RESSOURCES FINANCIERES EN  
APPUI A LA MISE EN ŒUVRE DE L'UNDAF  
(Fonds propres)**

<b>Agences</b>	<b>Cycle</b>	<b>Montant (US\$)</b>
<b>PNUD</b>	<b>2002-2006</b>	<b>14.000.000</b>
<b>UNICEF</b>	<b>2002-2006</b>	<b>12.131.000</b>
<b>FNUAP</b>	<b>2002-2006</b>	<b>10.000.000</b>
<b>HCR</b>		
<b>FENU</b>		
<b>OMS</b>	<b>2002-2006</b>	<b>9.296.000</b>
<b>FAO</b>	<b>2002-2006</b>	<b>2.000.000</b>
<b>ONUDI</b>		
<b>UNESCO</b>		
<b>BIT</b>		
<b>BANQUE MONDIALE</b>		

## ANNEXE I

### PLAN CADRE DES NATIONS UNIES POUR L'ASSISTANCE AU DEVELOPPEMENT



*U N D A F*

Défi majeur : La Lutte contre la Pauvreté

« Réduire la pauvreté de 50 % d'ici 2015 »

Trois thèmes d'intervention stratégique :

<b>Thème 1 :</b>	<b>Thèmes 2 :</b>	<b>Thème 3 :</b>
Création d'un environnement favorable au développement	Croissance et développement durable	Accès aux services sociaux essentiels
1. Gouvernance institutionnelle	1. Développement rural et sécurité alimentaire	1. Santé
2. Gouvernance participative	2. Secteur privé et développement industriel	2. Nutrition
3. Gouvernance macroéconomique	3. Population et développement	3. Education
4. Droits humains	4. Environnement	4. Population (santé de la reproduction)
5. Genre		5. Eau
6. Droit des enfants		6. Assainissement
7. Population et développement		7. Habitat
8. SIDA		

## **ANNEXE II : TABLEAUX DES OBJECTIFS, DES STRATEGIES ET DES INDICATEURS.**

### **THEME 1 : CREATION D'UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE AU DEVELOPPEMENT**

<b>SOUS THEME</b>	<b>OBJECTIFS</b>	<b>STRATEGIES</b>	<b>INDICATEURS</b>
<b>. GOUVERNANCE NSTITUTIONNELLE</b>	1.1 Contribuer au consensus national sur l'établissement et le fonctionnement normal et indépendant des institutions	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1.1.1 Plaidoyer</li> <li>• 1.1.2 Renforcement des capacités de ces institutions</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• ACL réalisé</li> <li>• Plaidoyer réalisé</li> <li>• Capacités des institutions renforcées</li> <li>• Assistance électorale, mise en œuvre</li> </ul>
	1.2 Soutenir et étendre le processus de décentralisation et de déconcentration	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1.2.1 Renforcement des capacités des acteurs locaux de développement</li> <li>• Appui à la mise en œuvre de la loi sur la décentralisation</li> <li>• Renforcement du partenariat avec les institutions décentralisées et accroissement de leurs capacités</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Elections locales effectuées, élus locaux installés et formés</li> <li>• Acteurs locaux identifiés, forces et faiblesses évaluées, capacités renforcées</li> <li>• Statuts des fonctionnaires des CTD, élaborés</li> <li>• Institutions décentralisées identifiées, forces et faiblesses évaluées, capacités renforcées</li> <li>• Protocoles de partenariat élaborés et mis en œuvre</li> <li>• Cycles de séminaires de formation pour les personnels et les élus des CTD, réalisés</li> </ul>
	1.3 Renforcer l'Etat de Droit	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1.3.1 Appui au fonctionnement normal et indépendant des organes judiciaires y compris les tribunaux administratifs</li> <li>• 1.3.2 Appui à l'élaboration des dispositifs législatifs et réglementaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Plan de perfectionnement élaboré et mis en œuvre</li> <li>• Textes mis à jour, adaptés et disponibles</li> <li>• Campagnes de formation et de sensibilisation, réalisées</li> <li>• Réunions régulières du Conseil Supérieur de la Magistrature et publication des décisions</li> <li>• Haute Cour de Justice, mise en place et opérationnelle</li> </ul>

<b>. GOUVERNANCE ARTICIPATIVE</b>	2.1 Promouvoir la société civile en tant qu'acteur important du développement	2.1.1	Renforcement du partenariat avec les organisations de la société civile	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Protocoles de partenariat élaborés et mis en œuvre</li> <li>• Organisations identifiées forces et faiblesses évaluées, capacités renforcées</li> <li>• Nombre d'organisations crédibles de défense des droits humains et de libertés civiles</li> <li>• Nombre de campagnes de sensibilisation sur les droits et devoirs de citoyens organisées</li> <li>• Cadre de concertation sociale élaboré, adopté et utilisé</li> </ul>
		2.1.2	Renforcement des capacités de la société civile	
		2.1.3	Promotion de la culture de bonne gouvernance	
		2.1.4	Promouvoir le dialogue social	
<b>. GOUVERNANCE CONOMIQUE</b>	2.2 Promouvoir les structures de représentation	2.2.1.	Renforcement des capacités des structures de représentation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Structures de représentation identifiées, forces et faiblesses évaluées et capacités renforcées</li> <li>• Nombre d'unions ou de fédérations d'associations de la société civile</li> <li>• Campagnes de sensibilisation et de formation, réalisées</li> <li>• Protocoles de partenariat élaborés et mis en œuvre</li> <li>• Institution de médiation Etat/citoyens mises en place</li> </ul>
		2.2.2.	Renforcement du partenariat avec les structures de représentation	
		3.1.1	Renforcement des capacités techniques de gestion économique et financière	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Statistiques de données socio-économiques fiables disponibles</li> <li>• Direction de la Statistique, renforcée</li> <li>• Outils de modélisation et de simulation, disponibles et opérationnels</li> <li>• Enquêtes Budget/Consommation, réalisées</li> <li>• Recensement général de la population, réalisé</li> <li>• Comptes de la Nation, produits et publiés</li> <li>• Notes de conjoncture, produites régulièrement</li> <li>• Tableaux (TEE et TES), élaborés et publiés</li> <li>• Stratégies des principaux secteurs, actualisées</li> <li>• Document de vision prospective pour le Togo, consensuellement produit et adopté par les Togolais</li> <li>• Document cadre de stratégie pour la réduction de la pauvreté et la croissance, élaboré et approuvé par les institutions de Bretton Woods</li> <li>• Observatoire de la pauvreté, mis en place et opérationnel</li> <li>• Programmes de stabilisation et de réforme, mis en œuvre</li> <li>• Système RIADEF, mis en place et opérationnel</li> </ul>
		3.1.2	Appui à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un programme cadre pour la croissance et la réduction de la pauvreté	
		3.1.3	Appui à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un programme de lutte contre la corruption et pour une gestion transparente des ressources publiques	

			<ul style="list-style-type: none"> <li>• Procédure de marchés publics, révisée et respectée</li> <li>• Privatisation et restructuration des entreprises publiques, achevée, porteurs nationaux dûment pris en compte</li> <li>• Procédure de gestion budgétaire, respectée</li> <li>• Equilibres macro-économiques restaurés</li> <li>• Dispositif de coordination des aides extérieures, mis en place</li> <li>• Arriérés de salaires des agents publics, éponges</li> <li>• Cour des Comptes, mise en place et opérationnelle</li> <li>• Campagnes de moralisation mises en œuvre</li> <li>• Plan de lutte contre la corruption, élaboré et mis en œuvre</li> <li>• Régime de récompense et de protection en faveur des auteurs de dénonciation des cas de corruption, élaboré et appliqué</li> <li>• Textes relatifs à la définition et à la répression du délit de corruption révisés et mis en oeuvre</li> </ul>
<b>. DROITS HUMAINS</b>	4.1 Contribuer à l'application et au respect des droits de l'homme et des libertés civiles	4.1.1 Plaidoyer pour l'harmonisation de la législation nationale aux instruments internationaux 4.1.2 Renforcement des capacités des organes et des institutions de défense et de promotion des droits de l'homme 4.1.3 Appui à l'intégration de l'éducation en matière de démocratie et des droits de l'homme dans les programmes de l'éducation formelle et informelle 4.1.4 Elaboration et/ou consolidation des programmes d'IEC à l'exercice et au respect des droits de l'homme	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Législation nationale, harmonisée et rapports élaborés conformément aux normes internationales</li> <li>• Outils IEC élaborés</li> <li>• Campagnes multimédia, réalisées</li> <li>• Séminaires de sensibilisation et de formation organisés</li> <li>• Mécanismes de suivi et d'évaluation, élaborés</li> <li>• Plaidoyer</li> <li>• Institutions, identifiées, forces et faiblesses, évaluées, capacités renforcées</li> <li>• Programmes spécifiques, élaborés, intégrés et enseignés dans les cursus scolaires et de formation informelle</li> <li>• Acteurs locaux, identifiés, forces et faiblesses, évaluées, capacités , renforcées</li> </ul>
<b>- DROITS DES ENFANTS</b>	6.1 Promouvoir l'harmonisation de la législation nationale par rapport aux instruments internationaux (CDE, CEDEF); Convention 182/OIT	6.1.1 Appui à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan National d'Action 6.1.2 Renforcement du dispositif et des mécanismes juridiques et institutionnels pour la survie, le développement, la protection et la participation de l'enfant	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Plan national d'action, élaboré, adopté et mis en œuvre,</li> <li>• Législation nationale, harmonisée avec les instruments internationaux</li> <li>• Rapports, élaborés</li> </ul>

	5.2 Appuyer l'intégration sociale des enfants en situation particulièrement difficile	6.2.1 Renforcement des mesures d'IEC à tous les niveaux 6.2.2 Renforcement des capacités des institutions et des organisations de prise en charge des enfants en situation difficile	<ul style="list-style-type: none"> <li>Programmes d'IEC, élaborés et mis en œuvre</li> <li>Institutions, identifiées, forces et faiblesses, évaluées, capacités, renforcées</li> </ul>
<b>. GENRE</b>	6.1 Appuyer la mise en œuvre de la politique de la promotion de la femme	6.1.1 Plaidoyer pour l'adoption et la mise en œuvre de la politique de la promotion de la femme 6.1.2 Intégration de l'approche genre dans toutes les stratégies et programmes de développement	<ul style="list-style-type: none"> <li>Politiques, adoptées et mises en œuvre</li> <li>Approche genre, intégrée dans les stratégies et programmes</li> <li>Décideurs et planificateurs, formés à la méthodologie et à l'approche genre</li> </ul>
	6.2 Appuyer les structures de prise en charge des femmes victimes des violences	6.2.1 Augmentation de nombre des structures de prise en charge des femmes victimes des violences 6.2.2 Formation de plusieurs spécialistes de prise en charge des femmes victimes de violence	
	6.3 Appuyer l'insertion et l'application du principe d'égalité entre hommes et femmes dans toutes les structures décisionnelles	6.3.1 Promotion de l'amélioration du cadre juridique et de la réduction des inégalités liées au genre 6.3.2 Appui à la révision et à l'application plus rigoureuse du code des personnes et de la famille 6.3.3 Lutte contre toutes formes de violence faite aux femmes	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dispositions à caractère discriminatoire, à éliminer d'ici 2005</li> <li>La proportion de femmes aux postes de décision, augmentée</li> <li>Code des personnes et de la famille, révisé, diffusé et appliqué</li> <li>Textes réglementaires et juridiques, élaborés, adoptés, diffusés et appliqués</li> <li>Modules d'information et de formation, élaborés, diffusés et utilisés</li> </ul>
	6.3 Faciliter l'accès des femmes aux facteurs de production	6.3.1 Promotion de l'entrepreneuriat féminin 6.3.2 Promotion de l'accès au foncier rural 6.3.3 Promotion des AGR 6.3.4 Promotion de l'accès au crédit	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre et volume de crédits accordés aux femmes</li> <li>Nombre de groupements féminins opérationnels</li> <li>% de femmes chefs d'entreprise</li> <li>Code foncier révisé en tenant compte du genre</li> <li>Densification des SFD organisée et mise en œuvre</li> <li>Fonds régionaux de développement mis en place et opérationnels</li> <li>Programme spécial de promotion des AGR féminines élaboré, adopté et exécuté</li> </ul>
	6.4 Promouvoir le changement de mentalité et de comportement	6.4.1 Appui à l'égalité des chances dans l'accès à l'école et dans sa poursuite	<ul style="list-style-type: none"> <li>Disparités entre les sexes, éliminées dans l'enseignement primaires, d'ici l'an 2005</li> <li>% de femmes analphabètes réduit</li> </ul>

		6.4.2 Appui à l'alphabétisation et à la post- alphabétisation  6.4.3 Renforcement des mesures d'IEC à tous les niveaux  6.4.4 Promotion de l'accès des femmes et des hommes à des informations fiables et des services de qualité en matière de santé de la reproduction	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Programmes d'IEC élaborés et mis en œuvre</li> <li>• Taux de prévalence contraceptive, augmenté</li> </ul>
. <b>SIDA EN TANT UE PROBLEME DE EVELOPPEMENT</b>	7.1 Contribuer à la réduction du taux de prévalence du VIH/SIDA	7.1.1 Appui à la mobilisation pour la lutte contre le SIDA 7.1.2 Appui à la mise en œuvre du plan stratégique national de lutte contre le sida  7.1.3 Intensification des actions d'IEC en direction des adolescents et des jeunes  7.1.4 Intensification des actions d'IEC et des mesures spécifiques (distribution de préservatifs) pour les groupes à risque  7.1.5 Appui à la lutte contre le sida dans le monde du travail	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Plan stratégique national de lutte contre le VIH/sida mis en œuvre</li> <li>• Nombre de groupements et d'associations engagées dans la lutte contre le VIH/sida</li> <li>• Opinion publique mobilisée</li> <li>• Programme du groupe thématique ONUSIDA élaboré et mis en œuvre en appui au PN LS</li> <li>• Nombre de préservatifs distribués/vendus</li> <li>• Taux de prévalence de séropositivité, réduit</li> <li>• Nombre de travailleurs sensibilisés</li> </ul>
	7.2 Contribuer à l'amélioration de la prise en charge psychosociale des malades du SIDA et de leurs familles	7.2.1 Renforcement des structures d'accueil et des organisations des communautés pour la prise en charge des malades du Sida  7.2.2 Appui au développement des mécanismes de prise en charge des malades du Sida, par leurs familles, sur une base communautaire  7.2.3 Contribution au changement de mentalité et d'attitude vis à vis des personnes vivant avec le VIH Sida en vue du respect de leurs droits humains	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de structures d'accueil et d'organisations des communautés</li> <li>• Nombre de personnes prises en charge</li> <li>• Campagnes de sensibilisation et d'information réalisées</li> </ul>

## THEME 2 : CROISSANCE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

SOUS-THEME	OBJECTIFS	STRATEGIES	INDICATEURS
<b>1. DEVELOPPEMENT RURAL ET SECURITE ALIMENTAIRE</b>	1.1 Accroître et diversifier la production agricole	1.1.1 Facilitation de l'accès aux moyens de production	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Système de crédit agricole performant et rapproché des paysans</li> <li>• Fonds régionaux de développement agricole mis en place</li> <li>• Banques de données sur les moyens de production mises en place</li> <li>• Facteurs et moyens de production disponibles à temps et utilisés</li> <li>• Sécurité foncière garantie</li> <li>• PIB du secteur agricole accru</li> </ul>
		1.1.2 Promotion et Renforcement de l'organisation du monde rural (CVD, OPA, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Organisations Professionnelles Agricoles et CVD plus opérationnels</li> <li>• Chambres d'agriculture opérationnelles</li> </ul>
		1.1.3 Développement et Réhabilitation des Infrastructures agricoles y compris la Maîtrise de l'eau (forages, puits, barrages, pistes rurales, les magasins de stockage, marchés, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Infrastructures rurales réhabilitées</li> <li>• Chambres d'agriculture opérationnelles</li> <li>• Bénéficiaires bien formés, organisés et responsabilisés</li> </ul>



		1.1.4 Information, formation et conseil des producteurs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation des temps d'antenne sur les radios rurales ;</li> <li>• Pertinence, variété et accroissement des thèmes abordés ;</li> <li>• Demande accrue de services agricoles.</li> </ul>
		1.1.5 Renforcement de la recherche-développement agricole durable	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de thèmes de recherche actualisés accru ;</li> <li>• Augmentation sensible des rendements.</li> </ul>
		1.1.6 Facilitation de l'accès au crédit	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Taux d'accroissement du volume de crédit accordé ;</li> <li>• Accroissement du nombre de bénéficiaires.</li> </ul>
	<b>1.2 Développer une agriculture intensive supportable par l'environnement</b>	1.2.1 Actualisation de la politique et de la stratégie de développement agricole	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Déclaration de politique de développement agricole actualisée</li> <li>• Services agricoles adaptés aux besoins des producteurs</li> <li>• PNASA réalisé</li> </ul>
		1.2.2 Intégration des valeurs environnementales dans tous les projets de développement rural	
		1.2.3 Renforcement de la recherche-développement agricole durable	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Paquet technologique écologiquement viable disponible</li> </ul>
		1.2.4 Gestion intégrée des ressources naturelles rurales	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Schémas régionaux d'aménagement du territoire élaborés et mis en œuvre</li> <li>• Pratique de la gestion du terroir amorcée</li> </ul>
	<b>1.3. Accroître les revenus des paysans</b>	1.3.1 Promotion de l'entrepreneuriat rural	Nombre d'entreprises rurales - Diversification rentable. Formation d'accompagnement , organisée et efficace
		1.3.2 Transformation des produits agricoles	Nombre d'unités industrielles et artisanales Matières premières agricoles, valorisées
		1.3.3 Développement et réhabilitation des infrastructures agricoles y compris la maîtrise de l'eau (forages, puits, barrages, pistes rurales, abattoirs, magasins de stockages, marchés)	Idem Stratégie 1.3
		1.3.4 Transformation des produits agricoles	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Matières premières agricoles valorisée</li> </ul>
		1.3.5 Libéralisation effective du secteur agricole	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Valeur ajoutée du secteur agricole accrue</li> </ul>
		1.3.6 Développement des activités génératrices de revenus non agricoles	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre d'emplois ruraux non agricoles accru</li> </ul>

	<b>1.4 Assurer la sécurité alimentaire</b>	1.4.1 Développement et réhabilitation des infrastructures agricoles y compris la maîtrise de l'eau (forages, puits, barrages, pistes rurales, magasins de stockages, abattoirs, marchés, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Programme de sécurité alimentaire actualisé et mis en œuvre</li> <li>- Programme intégré d'équipement rural, élaboré, adopté et mis en œuvre</li> <li>- Infrastructures hydro-agricoles développées</li> <li>- Production agricole, revenus des ménages ruraux et taux de consommation des ménages ruraux accrus.</li> </ul>
		1.4.2 Amélioration de la qualité des produits agricoles	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Conseil supérieur de la normalisation redynamisé</li> <li>• Stockage et conservation des produits agricoles améliorés</li> </ul>
		1.4.3 Facilitation des échanges des produits agricoles	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Libéralisation des filières agricoles effective</li> <li>• Coûts de transformations des produits agricoles réduits</li> <li>• Pistes rurales réalisées/réhabilitées</li> </ul>

SOUS-THEME	OBJECTIFS	STRATEGIES	INDICATEURS
<b>2. SECTEUR PRIVE ET DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL</b>	<b>2. 1. Faire du secteur privé le moteur du développement économique</b>	2.1.1 Restructuration, élargissement et diversification de la base productive nationale	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Plan cadre de restructuration de la base économique et d'échanges intersectoriels élaboré et mis en œuvre</li> <li>• Programme de développement des échanges et du commerce extérieur, élaboré et mis en œuvre</li> </ul>
		2.1.2 Promotion des investissements et de la technologie	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Volume d'investissements étrangers directs accru</li> <li>• Institutions et mécanismes de promotion des investissements mis en place et opérationnels</li> <li>• Technologies appropriées vulgarisées</li> <li>• Partenariat industriel renforcé</li> </ul>
		2.1.3 Renforcement des capacités managériales du secteur privé	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Programmes de formation professionnelle initiale et continue révisés et exécutés</li> <li>• Capacités des institutions du secteur privé et du secteur public à la formulation, à la mise en œuvre et au suivi des politiques industrielles renforcées</li> </ul>
		2.1.4 Promotion d'un environnement économique, institutionnel, juridique et réglementaire favorable	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cadre de concertation mis en place et opérationnel</li> <li>• Structures d'appui restructurées</li> <li>• Agence de développement du secteur privé mise en place et opérationnelle</li> <li>• Services juridiques plus performants</li> <li>• Tribunal administratif opérationnel</li> <li>• Dispositions réglementaires incitatives et attractives</li> </ul>
		2.1.5 Amélioration du dispositif de financement du secteur privé	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mécanisme de garanties, de crédits, de crédits-bails et de capital-risques adaptés</li> <li>• Assainissement des banques effectif</li> <li>• Conditions d'accès au crédit réajustées</li> </ul>
		2.1.6 Appui à l'auto-promotion des entreprises	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Structures de promotion des entreprises gérées par le secteur privé</li> <li>• Un secteur privé organisé et efficace</li> </ul>

	<b>2.2 Promouvoir un développement industriel durable</b>	2.2.1 Renforcement des structures de gestion de la qualité, de la normalisation et de l'accréditation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Normes de qualité élaborées et diffusées</li> <li>• Une agence de gestion de la qualité mise en place et opérationnelle</li> <li>• Conseil supérieur de normalisation redynamisé</li> </ul>
		2.2.2 Développement de l'esprit d'entreprise et renforcement de la compétitivité	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Tissu industriel diversifié et densifié</li> <li>• Marchés intérieur et extérieur conquis par les entreprises nationales</li> <li>• Domaines industriels identifiés et viabilisés</li> </ul>
		2.1...3 Développement de la sous-traitance	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Système d'information industriel et commercial mis en place et opérationnel</li> <li>• Bourses de sous-traitance installées et fonctionnelles</li> </ul>
		2.2.4 Promotion et développement des agro-industries	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Filières porteuses identifiées</li> <li>• Nombre d'agro-industries accru</li> <li>• Matières premières agricoles valorisées</li> <li>• Liens entre l'agriculture et l'industrie établis</li> </ul>
		2.2.5 Prise en compte des Aspects environnementaux dans le développement industriel	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Textes de lois révisés et appliqués</li> <li>• Normes limites d'émission des polluants définies et appliquées</li> <li>• Directives d'études d'impact et d'audits environnementaux élaborées et appliquées</li> </ul>
		2.2.6 Renforcement de l'intégration du Togo à l'espace économique sous-régional	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Obstacles tarifaires et non tarifaires à l'intégration éliminés.</li> <li>• Structure de promotion des échanges intra communautaires mise en place et opérationnelle.</li> <li>• Agence de promotion des Exportations et des Approvisionnements mise en place et opérationnelle.</li> <li>• Textes de base communautaires (textes douaniers, fiscaux, etc) diffusés et mis à la disposition des opérateurs économiques.</li> <li>• Partenariat entre les opérateurs économiques togolais et ceux de la sous-région accru.</li> </ul>
	<b>2.3 Développer les PME/PMI pour la création d'emplois</b>	2.3.1 Développement et promotion de l'entrepreneuriat féminin et des micro- entreprises	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre d'entreprises pilotées par des femmes accru</li> <li>• Pépinières d'entreprises créées et opérationnelles</li> <li>• 50 micro-entreprises et 2000 emplois créés par an</li> <li>• Un fonds de création d'entreprises mis en place et opérationnel</li> <li>• Domaines industriels identifiés et viabilisés</li> </ul>
		2.3.2 Développement de l'esprit d'entrepreneuriat	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre d'entrepreneurs potentiels formés</li> </ul>

	<b>2.4. Promouvoir les activités du secteur informel</b>	2.4.1 Accès à la micro finance	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Produits financiers diversifiés et adaptés aux besoins et à la capacité des entreprises.</li> <li>• Qualité des services financiers améliorée.</li> <li>• Mécanismes de financement des micro-entreprises améliorés.</li> <li>• Services disponibles rapprochés des groupes cibles.</li> <li>• Spécialisation du Système financier décentralisé renforcée en fonction des activités menées et des types d'opérateurs économiques.</li> </ul>
		2.4.2 Promotion de l'auto-emploi	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Esprit d'initiative et de créativité développé.</li> <li>• Créneaux porteurs non encore saturés mieux exploités.</li> <li>• Nouveaux créneaux porteurs identifiés et promus.</li> <li>• Politique de promotion de l'auto-emploi adoptée.</li> <li>• Infrastructures secondaires commerciales (exemple : kiosques, espaces aménagés) dans les communes mises en place.</li> <li>• Emplois au sein des services délocalisés accrus.</li> <li>• Capacité des organes professionnels représentatifs (chambres des métiers, fédérations, syndicats, corps de métiers) renforcée.</li> </ul>
		2.4.3 amélioration de la productivité du secteur informel	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Banque de données sur le secteur informel, mise en place.</li> <li>• Accès à la formation technologique des entreprises, maîtres artisans, ouvriers, favorisé.</li> <li>• Technologies adaptées et appropriées introduites et vulgarisées.</li> <li>• Métiers à technologie appropriés développés.</li> <li>• Gammes de formations techniques diversifiées.</li> <li>• Système d'apprentissage révisé et renforcé.</li> </ul>

SOUS-THEME	OBJECTIFS	STRATEGIES	INDICATEURS
<b>3. ENVIRONNEMENT</b>	<b>3.1 Promouvoir une gestion globale et rationnelle des ressources naturelles</b>	3.1.1 Renforcement des capacités de gestion des ressources naturelles	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ministère de l'environnement restructuré et agence nationale de gestion de l'environnement mise en place et opérationnelle</li> <li>• Cadre juridique renforcé et opérationnel</li> <li>• Acteurs nationaux sensibilisés et formés</li> <li>• Dimension environnementale intégrée dans les programmes sectoriels</li> <li>• Fonds national pour l'environnement mis en place et opérationnel</li> </ul>
		3.1.2 Promotion de la gestion des terroirs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Propriétés foncières recensées</li> <li>• Cadre de concertation des acteurs mis en place</li> <li>• Techniques de gestion des ressources naturelles définies et vulgarisées</li> <li>• Plan d'occupation des sols élaboré et mis en application</li> </ul>
		3.1.3 Réduction de la pression sur les ressources forestières	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Forêts naturelles identifiées et aménagées</li> <li>• Rythme de déboisement réduit de 15.000 ha/an à 10.000 ha/an</li> <li>• Surfaces reboisées accrues d'au moins 15000 ha/an</li> </ul>

		3.1.4 Conservation et mise en valeur de la diversité biologique	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Répertoire de la diversité biologique actualisé</li> <li>• Parcs et réserves conservés et mis en valeur de façon participative</li> <li>• Exploitation des ressources génétiques organisée</li> <li>• Ecosystèmes vulnérables restaurés et préservés</li> </ul>
<b>3.2 Améliorer le cadre de vie des populations</b>		3.2.1 Lutte contre les pollutions et autres formes de nuisances	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Procédures et directives d'études d'impact élaborées et adoptées</li> <li>• Normes environnementales définies et appliquées</li> <li>• Principe pollueur/payeur instauré</li> </ul>
		3.2.2 Création et gestion des espaces d'agrément	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réseau d'espaces verts et d'agrément élargi</li> <li>• Sites éco-touristiques restaurés et mis en valeur</li> </ul>
		3.2.3 Amélioration de la gestion des eaux usées et des déchets solides	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Schémas directeurs régionaux d'assainissement élaborés et adoptés</li> <li>• Acteurs locaux et associations citoyennes sensibilisés et responsabilisés</li> </ul>
	<b>3.3 Gérer de façon intégrée le littoral</b>	3.3.1 Planification, aménagement et suivi de la gestion du littoral	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cadre de concertation mis en place</li> <li>• Normes de gestion du littoral définies et appliquées</li> <li>• Schéma directeur d'aménagement du littoral élaboré et adopté</li> </ul>
		3.3.2 Lutte contre l'érosion côtière	<p>Système de suivi du profil côtier mis en place</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Zones sensibles protégées</li> <li>• Erosion côtière réduite</li> </ul>

SOUS-THEME	OBJECTIFS	STRATEGIES	INDICATEURS
<b>4. POPULATION ET DEVELOPPEMENT</b>	<b>4.1. Appuyer la mise en œuvre de la politique nationale de population</b>	4.1.1 Renforcement des capacités nationales d'élaboration, de mise en œuvre, de suivi et de coordination des plans et des programmes de population et développement	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Plan de mise en œuvre élaboré et opérationnel;</li> <li>• Nombre de cadres nationaux formés,</li> <li>• Mécanismes institutionnels de suivi et de coordination de la PNP opérationnels,</li> <li>• SII-POP, opérationnel</li> </ul>
		4.1.2 Amélioration des connaissances socio-démographiques du pays (4è RGPH, EDST-III, Etat Civil, Recherche opérationnelle)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 4è RGPH réalisé;</li> <li>• EDST-III réalisée ;</li> <li>• Système d'Etat Civil redynamisé et opérationnel;</li> <li>• Recherches opérationnelles réalisées et diffusées</li> </ul>
		4.1.3 Sensibilisation des décideurs, des partenaires au développement et des différentes couches socio-professionnelles autour des problèmes de Population	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Textes de lois votés / décrets pris,</li> <li>• Ressources financières allouées aux programmes de population,</li> <li>• Différents groupes-cibles sensibilisés sur les problèmes de Population et développement</li> <li>• Prises de position des leaders politiques et d'opinion favorables au droit reproductif de la femme</li> </ul>
		4.1.4 Intégration des objectifs de la PNP dans les programmes et stratégies nationaux et sectoriels	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Taux de mortalité maternelle et infantile, réduits de 50%.</li> <li>• Le taux de létalité hospitalière lié à la grossesse baisse de 10%</li> <li>• Le taux d'admission hospitalière pour des cas de complication d'avortement est réduit</li> <li>• Le taux de consultations prénatales est porté à 90%</li> <li>• Niveau de connaissance, attitude des populations cibles, améliorés</li> </ul>



### THEME 3 - SERVICES SOCIAUX ESSENTIELS

SOUS – THEME	OBJECTIFS SPECIFIQUES	STRATEGIES	INDICATEURS
. SANTE	1.1- Contribuer à l'amélioration de l'offre des services de qualité	1.1.1. Renforcement des capacités des ressources humaines 1.1.2. Renforcement de la couverture en infrastructures, équipements et médicaments essentiels 1.1.3. Habilitation des communautés dans le financement et la gestion des services de santé 1.1.4. Plaidoyer en faveur de l'initiative 20/20	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Taux de couverture en infrastructure assurant la PMA(1.1)</li> <li>• Taux de couverture en MEG(1.1)</li> <li>• Taux de couverture en soin de SSP(1.1)</li> <li>• Taux de fréquentation en soins curatifs</li> <li>• Taux de couverture en personnel qualifié-nombre d'habitants/catégorie professionnelle i.e. médecins sage femmes , IDE etc..(1.1)</li> <li>• Taux de couverture en équipements sanitaires (1.1)</li> <li>• Pourcentage de budget alloué aux service sociaux (1.1)</li> <li>• Pourcentage de structures communautaires fonctionnelles</li> </ul>
	1.2- Contribuer à la réduction des taux de mortalité et de morbidité dues aux maladies transmissibles et non transmissibles	1.2.1 Promotion de comportements sains en faveur de la santé 1.2.2 Lutte intégrée contre les maladies essentielles (Paludisme, Diarrhées, Maladies du PEV, Épidémies et Tabac) 1.2.3 Amélioration de la collecte et d l'analyse de l'information sanitaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Taux de couverture vaccinale VOP3, VAR, VAT2, BCG,(1.2)</li> <li>• Taux de prévalence Onchocercose, Tuberculose (1.2)</li> <li>• Nombre de cas tétanos néonatal, Coqueluche, Lèpre, Polio confirmé , Draconculose, Méningite cérébro-spinale et Choléra (1.2)</li> <li>• Taux d'incidence paludisme, IRA, maladie diarrhéique ,Rougeole (1.2)</li> <li>• Taux de couverture vaccinale national (1.2)</li> </ul>
	1.3 Contribuer a la réduction de la propagation des IST/ VIH/ SIDA	1.3.1 Promotion du changement du comportement pour lutter contre la propagation des IST/ VIH/SIDA 1.3.2 Prise en charge thérapeutique et psychosociale des personnes vivant avec le VIH/SIDA	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Taux de prévalence VIH</li> <li>• Nombre de cas de SIDA(1.3)</li> </ul>

<b>. NUTRITION</b>	2.1 Contribuer à l'amélioration de l'état nutritionnel de la population	<p>2.1.1 Plaidoyer pour l'adoption et la diffusion de la politique nationale de la nutrition</p> <p>2.1.2 Promotion de l'éducation nutritionnelle des populations</p> <p>2.1.3 Promotion des potentialités nutritionnelles locales</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Taux de prévalence de la malnutrition protéino-calorique (2.1)</li> <li>• Pourcentage de poids à la naissance inférieur à 2500g (2.1)</li> <li>• Pourcentage d'enfants nourris exclusivement au sein (0-4mois) (2.1)</li> <li>• Taux de prélèvement de l'hypovitaminose A (2.1)</li> <li>• Proportion des ménages qui consomment du sel iodé par milieu de résidence (2.1)</li> <li>• Taux de prévalence en carence en fer (2.1)</li> <li>• Taux de prévalence en malnutrition chronique (2.1)</li> <li>• Taux de prévalence de la malnutrition aiguë (2.1)</li> </ul>
<b>. EDUCATION</b>	3.1- Contribuer à augmenter les taux de scolarisation, de rétention, de promotion et de réussite surtout des filles	<p>3.1.1 Renforcement des capacités des ressources humaines</p> <p>3.1.2 Amélioration de la qualité des manuels scolaires et des outils pédagogiques</p> <p>3.1.3 Mise à disposition des manuels scolaires et des outils pédagogiques de qualité</p> <p>3.1.4 Renforcement de la couverture en infrastructure de qualité</p> <p>3.1.5 Plaidoyer pour l'accès du système éducatif aux technologies de l'information</p> <p>3.1.6 Renforcement des capacités des structures spécialisées d'éducation et de formation des personnes handicapées</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Taux brut de scolarisation F/G (3.1)</li> <li>• Taux net de scolarisation F/G (3.1)</li> <li>• Taux brut d'admission (pourcentage d'élève admis à passer en classe supérieure) (3.1)</li> <li>• Taux de survie jusqu'au CM1 F/G (3.1)</li> <li>• Coefficient d'efficacité (3.1)</li> <li>• Taux de survie jusqu'au C.E.P.D F/G (3.1)</li> <li>• Taux de réussite F/G (3.1)</li> </ul>

<p>3.2- Contribuer à accroître le taux d'accès et d'encadrement de la petite enfance</p>	<p>3.2.1 Renforcement des capacités des ressources humaines</p> <p>3.2.2 Renforcement de la couverture en infrastructure de qualité</p> <p>3.2.3 Plaidoyer en faveur de l'éducation de la petite enfance surtout en milieu rural</p> <p>3.2.4 Approvisionnement des garderies / CPPE/ JE en équipement, mobilier, kit de jeux, livrets de santé scolaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Taux d'accès aux garderies, JE, CPPE F/G (3.2)</li> <li>• Taux d'encadrement Enfants/Enseignant (3.2)</li> </ul>
<p>3.3 Contribuer à réduire le taux d'analphabétisme surtout des femmes</p>	<p>3.3.1 Renforcement des capacités des ressources humaines</p> <p>3.3.2 Renforcement de la couverture en infrastructures de qualité</p> <p>3.3.3 Appui à la production des manuels de formation en langues locales</p> <p>3.3.4 Renforcement des capacités des volontaires alphabétiseurs</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pourcentage de femmes et d'hommes alphabétisés (3.3)</li> <li>• Pourcentage de femmes et d'hommes dans le cursus de post alphabétisation (3.3)</li> </ul>
<p>3.4 Contribuer à assurer une préparation aux métiers</p>	<p>3.4.1 Appui à l'élaboration des modules d'initiation aux métiers et à leur intégration aux programmes scolaires</p> <p>3.4.2 Renforcement des capacités des ateliers d'apprentissage</p> <p>3.4.3 Plaidoyer pour l'établissement de protocoles de collaboration entre les structures d'enseignement techniques et les corps de métier</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre d'apprentis formés</li> <li>• Nombre de protocoles de partenariat conclus entre les centres d'enseignement technique et les corps de métiers et groupements professionnels</li> </ul>

<b>POPULATION ANTE DE PRODUCTION</b>	<p>4.1- Contribuer à augmenter le taux d'accès aux services de SR (santé de la Reproduction) de qualité</p> <p>4.2 Contribuer à augmenter l'utilisation des services de SR de qualité pour les différents groupes cibles : hommes, femmes, jeunes/adolescents</p>	<p>4.1.1 Renforcement de la couverture en services de santé de la reproduction de qualité</p> <p>4.1.2 Appui à la mise en œuvre de la stratégie nationale en IEC/ SR</p> <p>4.2.1 Appui au renforcement des capacités des prestataires y compris des accoucheuses traditionnelles</p> <p>4.2.2 Amélioration du système de suivi-évaluation des programmes de santé de la reproduction</p> <p>4.2.3 Appui à la recherche opérationnelle en Santé de la Reproduction</p> <p>4.2.4 Prise en compte des besoins spécifiques des jeunes et des adolescents en SR</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de MST enregistrée et traitées (4.1)</li> <li>• Pourcentage consultations post natales (4.1)</li> <li>• Taux d'accouchements assistés (4.1)</li> <li>• Pourcentage de consultations prénatales (4.1)</li> <li>• Taux de prévalence des avortements provoqués (4.1)</li> <li>• Evolution de la quantité de produits contraceptifs distribués (4.1)</li> <li>• Taux de prévalence contraceptive (4.1)</li> <li>• Taux de couvertures en service de santé de la reproduction (4.1)</li> <li>• Couple année protection (4.1)</li> </ul>
<b>EAU</b>	<p>5.1 Contribuer à augmenter le taux d'accessibilité des populations à l'eau potable</p>	<p>5.1.1 Plaidoyer pour l'élaboration et l'adoption d'une politique nationale de l'eau</p> <p>5.1.2 Renforcement des capacités des ressources humaines</p> <p>5.1.3 Renforcement de l'AEP en milieu rural, semi urbain et Urbain</p> <p>5.1.4 Habilitation des communautés dans le financement et la gestion des ouvrages d'eau</p> <p>5.1.5 Promotion de l'assurance de la qualité de l'eau de boisson</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pourcentage de la population ayant accès à l'eau potable en milieu rural , semi rural et urbain (5.1)</li> <li>• Document de politique nationale de l'eau adopté et disponible (5.1)</li> </ul>

<b>ASSAINISSEMENT</b>	6.1 Contribuer à augmenter le taux d'accès de la population au bénéfice des ouvrages d'assainissement	6.1.1 Appui à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une politique nationale d'hygiène / assainissement  6.1.2 Renforcement des capacités des ressources humaines 6.1.3 Habilitation des communautés dans le financement et la gestion des ouvrages d'assainissement 6.1.4 Plaidoyer pour le financement du sous secteur 6.1.5 Promotion de l'IEC en matière d'hygiène 6.1.6 Promotion des technologies appropriées	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Document de politique nationale hygiène /assainissement adopté et disponible (6.1)</li> <li>• Pourcentage de la population ayant accès au système adéquat d'élimination des déchets (6.1)</li> <li>• Pourcentage de la population ayant accès aux installations d'évacuation hygiénique des excréta (6.1)</li> </ul>
<b>HABITAT</b>	7.1- Contribuer à faciliter l'accès à des habitats salubres à coût abordable	7.1.1 Appui à la recherche sur l'habitat salubre aux populations les plus défavorisées 7.1.2 Appui à la vulgarisation de l'utilisation des matériaux locaux de construction 7.1.3 Plaidoyer pour l'élaboration et l'adoption d'une politique nationale de construction 7.1.4 Appui aux municipalités et communautés de base à l'amélioration du cadre de vie	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Document de politique nationale d'habitat adopté et disponible (7.1)</li> <li>• Pourcentage de la population ayant accès à un habitat salubre (7.1)</li> <li>• Pourcentage des budgets des municipalités et collectivités locales alloué à l'amélioration de leur habitat (7.1)</li> </ul>